

enoromi azine



10

MANAGEMENT

PIERRE MOÏSE MBA

CGC : Redynamiser le Conseil gabonais des chargeurs.



ENQUÊTE

Gabon : un écosystème numérique en plein émergence.

DOSSIER

Commerce : la covid-19 continue de dicter sa loi.



**SCANNEZ
LE QR CODE**

*Pour plus de contenu
sur notre site web
www.enoromi.com*

MAGAZINE GRATUIT



771473 968012 >



TRANS | MED

AMBULANCES & URGENCES
Votre santé à domicile

La qualité des soins dans le confort de chez soi !



OLEA
INSURANCE SOLUTIONS



ASCOMA
Conseil & Courtier en Assurances



+241 077 701 272 / 060 108 844 / 011 734 060

Directeur de publication

Dorine Henry M.

Rédacteur en chef

Seif Mostley

Graphisme & maquette

Davy Megnie  Think different

Photographies

Junior Photographie

Régie publicitaire

Prestige Com Premium
Téléphone : +241 77 65 75 75

Équipe de rédaction

Jean Paul Augé OLLOMO
Christian BOUA
Griffin ONDO
Tsira
AIMK

Tirage mensuel

5000 exemplaires

Imprimé par

Services Prestiges International

Points de distribution

À Libreville

Spa Yacine
La Maison de Lulu
Urban FM

Oyem

Hôtel Marguerite

Ont participé

Boursier TCHIMBINDA
Lyonel MBENG
Aude Sharys
Désiré DZONTEU
Haïlée MD
Laure R.

Suivez-nous également sur les
réseaux sociaux

@Enoromi Magazine



ÉDITO

CYBERCRIMINALITÉ, LE DANGER PERMANENT.

Le numérique, ces dernières années, a fait un pas de géant sur le continent et au Gabon en particulier. Aussi bien dans le secteur privé que dans le public, la digitalisation est un enjeu majeur. Les gains liés à la numérisation des services sont connus. L'avènement de la pandémie du coronavirus a un peu plus accéléré le mouvement. Cependant, il apparaît que la cybersécurité demeure très faiblement considérée dans ce processus.

À l'échelle nationale, le développement d'Internet ne s'est pas accompagné de la mise à disposition d'une infrastructure de protection contre le piratage. On relève également un manque de compétences et une faible sensibilisation des entreprises et des populations. Cet état des choses rend notre pays particulièrement vulnérable aux cyberattaques. Il serait dangereux de poursuivre la marche vers la digitalisation sans pouvoir investir dans la protection. Entre 2017 et 2020, le secteur bancaire et l'administration publique ont fait les frais des pirates. Avec l'avènement du télétravail, il y a le risque d'un « chaos numérique » qui est à nos portes.

Déjà au mois d'août 2020, l'Agence nationale des infrastructures numériques et des fréquences (Aninf) avait annoncé avoir déjoué 509.068 tentatives de piratages informatiques sur le système d'informations de l'administration publique. Un chiffre qui ne concernait que le pre-

mier semestre de cette année. D'un calcul simple, il s'agit d'un peu plus de 5374 tentatives gérées par jour. Seulement, ce n'est qu'à la suite des attaques en 2018 contre les sites officiels de l'État gabonais pour que la cybersécurité commence à être

prise en compte. Les entreprises de télécommunication et les banques aussi se sont dotées des outils de défense contre les cyberattaques.

Si du côté du premier Cyber Africa Forum, tenu le 7 juin dernier à Abidjan, on relève qu'il y a une prise de conscience importante sur l'ensemble du continent, il est nécessaire,

sur le plan domestique, de renforcer l'arsenal juridique pour contrôler le cyberspace et punir rigoureusement la criminalité.

Il s'agit là également d'un secteur très porteur pour les développeurs et un marché dont l'évolution est croissante. Investir dans ce domaine présente de nombreuses assurances de croissance à court terme. Il existe tout un écosystème favorable à la cybersécurité dans notre pays. Le secteur privé balbutie encore et la migration vers le numérique n'étant pas encore totalement effective sur l'ensemble du territoire, il existe un potentiel non négligeable. ●



Séif Mostley
Rédacteur en chef

Sommaire



08

Actualité.

Parc national de Loango :
Des lodges et un aéroport aux standards internationaux.

ACTUALITÉS

- 06 Enseignement supérieur :**
Plus de 4,7 milliards de FCFA pour rénover l'UOB.
- 07 Coopération :**
Le Gabon toque à la porte du Commonwealth.
- 08 Parc national de Loango :**
Des lodges et un aéroport aux standards internationaux.
- 09 Autonomisation des jeunes :**
L'heure du bilan !

ENTREPRENEURIAT

- 16 Braddy Jordan BIDAYE**
La jeunesse au service du digitale.

ENQUÊTE

- 18 Gabon :**
Un écosystème numérique en plein émergence.

TRIBUNE

- 24 La réforme urgente des des retraites du secteur privé.**

10

A la Une.

Pierre Moïse MBA
Redynamiser le Conseil gabonais des chargeurs.

Le 26 février 2019, le Conseil des ministres entérinait la suppression du Conseil gabonais des chargeurs (CGC) avec transfert de ses missions et attributions et de son patrimoine à l'Office des ports et rades du Gabon (OPRAG). Une décision qu'avait invalidée plus d'un an après la Cour constitutionnelle par sa décision n° 015/CC du 24 mars 2020. Nommé Directeur général du CGC le 22 janvier 2021, Pierre Moïse MBA a la lourde charge de redynamiser ce pilier stratégique de l'économie gabonaise.





26

Dossier.

Commerce :
La covid-19 continue de dicter sa loi.

DOSSIER

26 Commerce :
La covid-19 continue de dicter sa loi.

MAIS ENCORE...

32 Bar OGASSO
Sheena BOUCHARD met du cœur dans les plats.

DEVELOPPEMENT PERSONNEL

34 L'acceptation de soi :
Un super pouvoir.

SPORT

36 Taskforce National Football
Un brainstorming pour réformer le sport roi au Gabon.

CULTURE

38 Sir OKOSS
« Je suis désormais un grand dans cette affaire ».

DÉCOUVERTE

40 Le Musée des arts et traditions du Gabon.
Un outil touristique à explorer.

ZOOM SUR

42 Jonathan NDOUME :
La passion digitale comme corps de métier.

INTERNATIONAL

44 Relance économique en Afrique :
Comment mobiliser de nouvelles ressources de financement ?

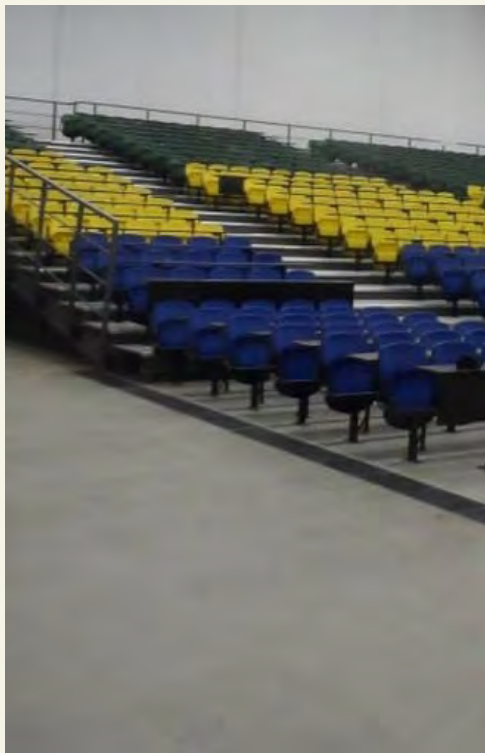


18

Enquête

Un écosystème numérique en plein émergence.

Actualités



Enseignement supérieur : Plus de 4,7 milliards de FCFA pour rénover l'UOB.



Après plusieurs mois d'arrêt, le chantier lié à la réfection des infrastructures au sein de l'Université Omar Bongo (UOB) a repris et les travaux sont en voie de finition, selon le constat fait sur place, le vendredi 21 mai 2021, par Noureddin BONGO VALENTIN, le Coordinateur général des affaires présidentielles. Les autorités, qui indiquent que ce chantier fait partie d'un plan de réhabilitation de plusieurs structures dans le domaine de l'éducation à travers le pays, précisent que ce sont plus de 4,7 milliards de francs CFA qui ont été investis pour redonner son lustre d'antan à la première université du Gabon.



Lancés quelques années plus tôt, les travaux de réfection et de réhabilitation de plusieurs infrastructures au sein de l'UOB avaient été relancés ces derniers mois à Libreville. À la présidence de la République où l'on informe que cette reprise avait expressément été ordonnée par le chef de l'État, Ali BONGO ONDIMBA, l'on précise qu'il s'agit d'un vaste plan de réhabilitation pour lequel plusieurs établissements (lycées, collèges, universités et grandes écoles publiques) sont pris en compte. Un plan qui concerne donc différentes localités du Gabon, en plus de la capitale.

Pour ce qui est du cas exclusif de l'UOB, les autorités affirment avoir consenti un investissement de plus de 4,7 milliards de FCFA. Objectif : financer des travaux de revêtement des murs de plusieurs bâtiments, le nettoyage des espaces verts, la réfection des voiries internes et la réfection totale des sept amphithéâtres que compte cet établissement d'enseignement supérieur. Des travaux qui, précise-t-on, sont menés par une PME locale.

Au palais présidentiel, l'on explique que ces travaux visent principalement à redorer l'image de la première université du Gabon, longtemps restée dans un état de délabrement notoire. Ce qui explique, entre autres, la visite effectuée le 21 mai 2021 par Noureddin BONGO VALENTIN, le Coordinateur général des affaires présidentielles, qu'accompagnait Jessye ELLA EKOGHA, Conseiller spécial du chef de l'État et porte-parole de la présidence de la République. Sur place, les deux collaborateurs d'Ali BONGO ONDIMBA ont fait le constat que le chantier connaît un niveau d'avancement satisfaisant, qui permettrait de livrer les infrastructures rénovées avant la fin de l'année 2021.

Le bien-être des étudiants

Avec la construction des centres de formation professionnelle à Nkok (Estuaire), à Mvengue (Haut-Ogooué) et à Ntchengue (Ogooué-Maritime), le plan de réfection des établissements actuellement en œuvre dans plusieurs localités du pays s'inscrit dans la vision du président de la République en matière d'éducation. Il s'agit pour Ali BONGO ONDIMBA d'améliorer considérablement les conditions d'apprentissage et d'étude pour ses jeunes compatriotes.

Pour ce faire, en dépit de la crise économique qui prévaut, le chef de l'État n'a pas hésité à ordonner d'importants investissements, particulièrement celui dédié au chantier de l'UOB. Mais si l'État a injecté des fonds aussi conséquents, au palais présidentiel, des sources assurent que le contrôle effectué sur leur utilisation au bénéfice de la communauté étudiante s'est vu renforcé. L'objectif étant d'en finir avec les surfacturations et les faits de corruption décelés ces derniers mois par la taskforce sur la dette intérieure du Gabon. Taskforce placée sous la responsabilité du Coordinateur général des affaires présidentielles, et qui a permis de faire la découverte d'environ 400 milliards de FCFA de fausse dette.

Pour beaucoup, c'est cet argent économisé qui a permis aux autorités de financer les travaux de rénovation en cours à l'UOB et dans d'autres établissements du pays. ●

Laure R.



Coopération : Le Gabon toque à la porte du Commonwealth.



En mai 2021, le président de la République a confirmé la volonté du Gabon d'adhérer au Commonwealth. Et à l'occasion de la reprise de ses visites de travail à l'international, en mai 2021, à Londres (Royaume-Uni), Ali BONGO ONDIMBA a discuté en tête-à-tête avec la Secrétaire générale de cette organisation intergouvernementale, avant le sommet de Kigali, au Rwanda, au cours duquel la candidature de son pays sera acceptée ou rejetée.

Prévu ce mois de juin 2021, le sommet de Kigali, au Rwanda, devrait, sauf mauvaise surprise, marquer l'entrée officielle du Gabon au Commonwealth. Le pays en a officiellement fait la demande il y a quelques mois, et en mai 2021, les autorités ont rendu publique cette information. C'était également l'occasion pour le président de la République de réaffirmer la volonté de son pays à la Secrétaire générale de cette organisation intergouvernementale.

Profitant de son retour sur la scène diplomatique internationale, Ali BONGO ONDIMBA a en effet effectué une visite de travail à Londres, au Royaume-Uni, où il a devisé avec Patricia Scotland. Si le chef

de l'État a dit avoir eu un «échange très chaleureux et concluant» avec la patronne du Commonwealth, il a estimé que « ce serait pour notre pays un tournant historique ».

En intégrant cette organisation composée essentiellement de pays ayant l'anglais en partage, le Gabon sera le 3^e pays non anglophone d'origine à y être membre. Le Mozambique et le Rwanda avaient fait le même choix, respectivement en 1995 et en 2009. Pour rappel, le français est la 5^e langue la plus parlée dans le monde après l'anglais, le mandarin, l'hindi et l'espagnol. Pour le Gabon, il s'agit de multiplier ses chances de parvenir à son projet d'émergence à l'horizon 2025.

L'anglais pour 2^e langue officielle ?

L'annonce de la candidature du Gabon pour l'adhésion au Commonwealth a suscité plusieurs interrogations et quelques doutes de la part des populations, particulièrement sur les réseaux sociaux où la principale préoccupation reposait sur les différentes obligations auxquelles était soumis notre pays pour être accepté comme 3^e membre non anglophone de cette organisation intergouvernementale. Pour avoir des réponses à ces différentes interrogations, les députés ont jugé utile de s'enquérir auprès du ministre des Affaires étrangères, Pacôme

Grégoire MOUBELET-BOUBEYA, à la faveur d'une audition, le 20 mai 2021, à l'Assemblée nationale.

« Au-delà des questions de terminologie rapidement clarifiées, on a appris pour l'essentiel que le Gabon s'inscrit dans un processus de diversification de ses partenariats multilatéraux et va profiter de la proximité avec les 54 pays membres qui comptent 2,450 milliards d'habitants. Nous avons aussi appris que cette adhésion n'implique pas forcément l'obligation de prendre l'anglais comme deuxième langue officielle et encore moins d'être inscrit dans un processus d'une «France-Afrique à la britannique» avec pour corollaire une soumission à la Reine d'Angleterre », a rapporté Blaise LOUEMBE, président de la Commission des Affaires étrangères à l'Assemblée nationale, au terme de l'audition du membre du gouvernement.

Convaincus par les explications du ministre des Affaires étrangères, les députés ont accordé leur soutien au projet du président de la République à ouvrir le Gabon à d'autres sphères économiques. D'autant que, selon eux, cette volonté de diversification affichée par la principale autorité du pays n'est en rien une remise en cause des engagements avec le monde francophone. ●

Laure R.

Actualités



Parc national de Loango : Des lodges et un aéroport aux standards internationaux.



Situé sur la côte ouest du Gabon, le parc national de Loango, dans la province de l'Ogooué-Maritime, devrait accueillir dans les prochains mois un aéroport aux standards internationaux ainsi que des lodges de haut standing, qui permettront de développer davantage le potentiel touristique de ce lieu d'une superficie de 1 510 km².

Créé en 2002 comme la plupart des 13 parcs nationaux du Gabon, le parc de Loango fait désormais partie des priorités du gouvernement dans le cadre de la relance de l'économie, face à la crise qui prévaut dans le pays depuis l'effondrement du cours du baril de pétrole en fin 2014. Alors que la pandémie de coronavirus a plombé le secteur du tourisme jugé « transversal », les autorités ont en effet

annoncé en mai 2021 que ce petit coin de paradis sera au cœur d'un vaste chantier dans le but d'en faire un des parcs les plus visités du pays.

Situé sur la côte ouest du Gabon, le parc national de Loango accueillera en effet un aéroport aux standards internationaux ainsi que des lodges de haut standing. Selon le ministre du Tourisme, Pascal Houangni Ambourou, qui s'est confié, en mai 2021, au site Afrique. le360.ma. Ce projet devrait nécessiter un investissement de 3 milliards de FCFA. Le chantier devrait être confié à des prestataires étrangers, et le démarrage des travaux est prévu pour le mois de novembre 2021. La date probable de la livraison de ce vaste chantier n'a pas encore été communiquée.

Il n'en demeure pas moins que les ambitions des autorités par rapport à ce projet sont considérables. 300 emplois directs et indirects devraient être créés dans le cadre de sa matérialisation. « Le projet va mobiliser plusieurs outils de déplacements à l'intérieur du site tels que des véhicules tout-terrain, un mini-avion pour le transport des clients et des bateaux de plaisance », a précisé le ministre gabonais du Tourisme qui n'a pas manqué de se féliciter de la qualité des investisseurs. « [Ceux-ci] ne cherchent pas simplement

à déployer sur le site quelques petites cases pour avoir quelques devises, mais qui développent un site totalement intégré, avec un approvisionnement en eau potable grâce à des forages de haute facture. »

Pascal Houangni Ambourou ajoute qu'il s'agira pour le Gabon, à travers ce parc, un des plus riches du pays en termes de diversité, d'offrir à ses visiteurs « un safari à la hauteur de l'écosystème de ce milieu hors du commun qui fait la fierté du Gabon ».

« Il est important pour la communauté internationale de comprendre que le Gabon est l'unique pays dans le monde où l'on peut à la fois avoir une plage d'un côté, des animaux de l'autre et les deux se croisent. On peut voir [sur le parc de Loango] des buffles, des éléphants, des gorilles, des sangliers qui viennent sur la plage en toute sécurité », a énuméré le membre du gouvernement qui croit fermement en la reprise de l'activité touristique dans quelques mois au Gabon et à travers le monde. ●

Laure R.



Autonomisation des jeunes : L'heure du bilan !



Plus d'un an après le lancement effectif du projet baptisé « Cap sur l'autonomisation des jeunes », Junior Achievement Gabon (JA Gabon) a rendu sa copie en mai 2021. Le bilan de l'ONG fait état de plus de 2000 jeunes impactés par ce projet qui ambitionne d'insérer économiquement 16 000 jeunes dans le pays, âgés entre 16 et 35 ans.

À l'issue de la première année de mise en œuvre du projet « Cap sur l'autonomisation des jeunes » financé par l'État gabonais et l'Union européenne (UE), JA Gabon chargé de mettre en œuvre le projet, a présenté le bilan de l'action le 12 mai 2021 lors du second comité de pilotage réunissant tous les acteurs du projet.

Pour rappel, le 27 novembre 2019 une convention de financement à hauteur de 5 512 000 EUR a été signée entre le Gouvernement gabonais et l'UE, suivie le 1er avril 2020 par un contrat de subvention entre l'UE et JA Gabon en vue de la mise en œuvre de l'action d'une durée de trois années. L'objectif global de l'action étant de contribuer à

augmenter l'insertion économique d'environ 16.000 jeunes au Gabon entre 16 et 35 ans.

Malgré une situation sanitaire sans précédent entraînant la fermeture temporaire des établissements, ainsi que des restrictions de déplacement et de regroupement impactant directement le lancement de certaines activités, cette première année est globalement positive : en effet, les incubateurs de Likouala, l'UOB/AUF, Lambaréné, Mouila, Tchibanga et Franceville (USTM) ont pu être réhabilités, un bureau de JA GABON installé dans chacun des chefs-lieux de provinces (Libreville, Lambaréné, Mouila, Tchibanga et Franceville) en partenariat avec les établissements publics. Les supports pédagogiques attendus ont pu être produits, la sensibilisation à l'endroit des futurs bénéficiaires organisée, le recrutement et la formation des bénéficiaires réalisés, les jardins partagés dans les incubateurs agricoles créés, les fonds levés auprès des ministères sectoriels pour les bourses des bénéficiaires des formations

dans différentes filières, et enfin l'implication des parties-prenantes (entreprises et établissements) dans l'action.

À ce jour, 2176 jeunes bénéficiaires, dont 857 filles, ont suivi un programme de formation JA Gabon dans le cadre de ce projet, dont 212 jeunes ont été formés à un métier (agriculture, pisciculture) et à l'entrepreneuriat, 1878 à l'employabilité à travers l'ONE et 86 universitaires ont suivi une formation à l'entrepreneuriat.

Les équipes de JA Gabon sont désormais dans la préparation des activités de l'année 2 du projet, portant essentiellement sur les lancements à Port-Gentil des formations en agriculture et pêche, à Makokou en agriculture et apiculture, et à Oyem et Koulamoutou, en agriculture (cacao). ●

Communication
JA Gabon

► MANAGEMENT

PIERRE MOÏSE MBA

Redynamiser le Conseil Gabonais des Chargeurs.

Le 26 février 2019, le Conseil des ministres entérinait la suppression du Conseil gabonais des chargeurs (CGC) avec transfert de ses missions, attributions et patrimoine à l'Office des ports et rades du Gabon (OPRAG). Une décision qu'avait invalidée plus d'un an après la Cour constitutionnelle par sa décision n° 015/CC du 24 mars 2020. Nommé Directeur général du CGC le 22 janvier 2021, Pierre Moïse MBA a la lourde charge de redynamiser ce pilier stratégique de l'économie gabonaise.



ENOROMI MAGAZINE

Monsieur le Directeur général, il y a six mois que vous avez été nommé à la tête du Conseil gabonais des Chargeurs après une gestion tutélaire de l'entreprise par Office des ports et rades du Gabon (OPRAG). Quelle consigne avez-vous reçue des plus hautes autorités pour la redynamisation de cette entité ?

Pierre Moïse MBA

Permettez-moi de m'acquitter d'un devoir, celui de remercier une nouvelle fois les plus hautes autorités en tête desquelles, son excellence Ali BONGO ONDIMBA, Président de la République, Chef de l'Etat, pour la confiance qu'il a bien voulu placer en moi pour relever cet important défi. Mes remerciements vont également à l'endroit du Premier Ministre, Chef du gouvernement pour le choix porté sur ma modeste personne pour diriger le Conseil Gabonais des Chargeurs. Avant de répondre à votre question, je voudrai enfin remercier la rédaction de votre magazine pour l'opportunité offerte, qui me permet de m'exprimer sur le Conseil Gabonais des Chargeurs.

Comme vous le savez, l'entreprise a effectivement connu un passé turbulent lié entre autres aux transferts de ses missions, attributions et patrimoine à l'OPRAG pendant plus d'un an et demi. Ma nomination à la tête de cette entité paraétatique a confirmé, de facto son retour à l'autonomie de gestion avec une ambition clairement affichée, celle de redorer le blason du Conseil gabonais des chargeurs. Ceci passe par un apaisement du climat social de l'entreprise, un repositionnement du Conseil gabonais des chargeurs sur l'échiquier national et international.

ENOROMI MAGAZINE

On le sait, vous héritez d'une administration en renaissance dans un contexte particulièrement difficile marquée par la crise de la Covid-19 et d'une conjoncture internationale défavorable. Quel est son impact sur votre entité et comment avez-vous contribué à l'atténuer ?

Pierre Moïse MBA

Tout le monde le sait, aucune organisation, aucun pays et pas même une entreprise, n'ont été épargnés par les affres de la crise sanitaire liée à la pandémie de la Covid-19.



Face à cette situation, nous avons mis en place, avec le concours des services techniques, une stratégie visant à alléger les procédures administratives, ceci, afin de faciliter les démarches des Chargeurs, maillon essentiel de notre activité. De façon plus concrète, nous avons décidé de rallonger les délais de délivrance du BIETC (Bordereau d'identification électronique de traçabilité des cargaisons), un document obligatoire pour toute importation et exportation de la desserte Gabon. Ce délai varie selon les zones de 5 à 10 jours pour la zone Afrique, 10 à 15 jours zone Europe et 15 à 20 jours pour les zones Amérique, Asie et Moyen-Orient..

ENOROMI MAGAZINE

Six mois après votre prise de fonction, comment peut-on lire votre action à la tête du CGC?

Pierre Moïse MBA

Depuis mon entrée en fonction au sein de cette structure, ma priorité a été le Social. En effet, il était de mon devoir avant de mener toutes autres actions, de ramener une certaine sérénité au sein de la maison. Il a d'abord été question pour nous de doter l'entreprise de nouveaux instruments et outils de travail, équiper l'ensemble des directions en matériels de bureau et en véhicules de liaison. Nous avons également rendu aux normes l'infirmerie de l'entreprise, et instauré un cadre de dialogue permanent à travers de réunions mensuelles avec l'ensemble du personnel. Plus récemment nous avons commencé à épurer une dette liée aux arriérés des salaires datant de 2018.

Je n'oublie pas ce grand Projet de Digitalisation qui est déjà dans sa phase d'exécution et qui va révolutionner, j'en suis persuadé, la gestion même du Conseil gabonais des Chargeurs. Il permettra à terme de fluidifier la circulation de l'information de l'entreprise entre ses différents services, pour ainsi augmenter la productivité, assurer une transparence dans la gestion mais surtout de mieux sécuriser les deniers publics.

ENOROMI MAGAZINE

Récemment, vous avez pris part à la 12e Assemblée générale de l'Union des Conseils des chargeurs africains (UCCA). Comment a été apprécié ce retour du Conseil gabonais des chargeurs sur la scène internationale ?

s'inscrit parfaitement dans la mise en œuvre de ce programme ambitieux. Nous devons mettre à la disposition des pouvoirs public, des informations clés concernant les statistiques liées au Commerce extérieur et intérieur afin de garantir l'attractivité de la desserte Gabon.

ENOROMI MAGAZINE

Quel message pouvez-vous adresser à l'ensemble de vos collaborateurs et partenaires ?

Pierre Moïse MBA

Notre champ d'action doit s'élargir et dépasser le cadre institutionnel réservé à l'accomplissement de nos missions traditionnelles. Le CGC doit désormais être perçu et reconnu par tous les acteurs de la chaîne de transport logistique comme une structure porteuse de progrès socio-économique par la compétitivité des chargeurs, des services de transport, du commerce national et international.

Pour y parvenir, nous devons, à travers la démarche de repositionnement engagée, acquérir une place privilégiée dans l'esprit de chaque agent, de chaque mandataire, de chaque opérateur économique et de tous nos partenaires, qui sont en réalité les véritables catalyseurs de cette nouvelle dynamique. En d'autres termes, j'invite tous ces acteurs, chacun dans son domaine d'activité à contribuer à accroître la fluidification du transport des marchandises et à devenir des ambassadeurs du CGC dans le but de faciliter et d'améliorer les échanges commerciaux et de booster ainsi la promotion de la destination Gabon. Tout ceci doit évidemment conjuguer avec notre approche basée sur la négociation, la concertation et le respect strict du cadre réglementaire applicable à notre secteur d'activité.

Je vous remercie ! ●

Propos recueillis par
Christian BOUA

Pierre Moïse MBA

Vous savez, le Conseil gabonais des chargeurs a été absent pendant plus de 2 ans de ces grandes rencontres internationales. Discuter avec ses pairs a été fort enrichissant. D'ailleurs, notre présence à cette rencontre de Kinshasa nous a permis de maintenir le poste de Secrétaire général que le Gabon a failli perdre du fait de son absence. Notre compatriote Lilian OGOULA restera en poste jusqu'à la fin de son Mandat.

Par ailleurs, je tiens à rappeler que l'UCCA est une grande organisation internationale regroupant 19 pays membres.

ENOROMI MAGAZINE

Dès votre prise de fonction, vous avez mis l'agent au centre de vos objectifs, après le social, quel autre axe prioritaire pour l'avenir ?

Pierre Moïse MBA

Il m'a paru nécessaire et urgent d'introduire des changements et de nouvelles méthodes de travail au sein de l'entreprise, mettant ainsi en valeur le potentiel de l'ensemble des collaborateurs.

Cette dynamique, étant insufflée, nous nous devons maintenant de nous pencher sur d'autres chantiers, notamment la création d'un BIETC multimodal qui couvrira désormais tous les autres modes de transports

à l'instar du maritime, ainsi que la Certification du Conseil gabonais des chargeurs suivant les normes internationales.

Tout ceci ne sera effectif qu'après validation de notre plan d'action par le Conseil d'administration.

ENOROMI MAGAZINE

Le gouvernement, sous l'impulsion de Son Excellence Monsieur Ali BONGO ONDIMBA, a lancé le Plan d'accélération de la transformation (PAT) de l'économie. Comment votre entreprise s'inscrit-elle de manière opérationnelle dans cette stratégie ?

Pierre Moïse MBA

Tout en rappelant que le plan d'accélération de la transformation 2021-2023, cadre avec le Plan stratégique Gabon émergent 2025 (PSGE), qui est un programme de réformes économiques dont l'objectif est de moderniser l'économie gabonaise, la diversifier et permettre à chaque Gabonais d'accéder à un niveau de vie décent.

À ce titre, et du fait de ses missions qui sont entre autres : l'encadrement des activités du transport de fret multimodal, la gestion des droits de trafic de fret national et international multimodal, la mise en place et la gestion de l'observatoire national de transport de fret, l'assistance aux chargeurs, la traçabilité et le suivi des cargaisons, le Conseil gabonais des chargeurs



Pierre Moïse MBA. L'expérience du privé au bénéfice du Conseil Gabonais des Chargeurs.

BIOGRAPHIE EXPRESS

C'est à la faveur du Conseil des ministres du 22 janvier 2021 que Pierre Moïse MBA a été nommé à la tête du Conseil Gabonais des Chargeurs (CGC). Le manager à la cinquantaine révolue a officiellement pris ses fonctions le 3 février, lors d'une cérémonie présidée par le ministre des Transports, Brice Constant PAILLAT.

Le nouveau Directeur général du CGC est loin d'être un novice en termes de gestion des entreprises. Il bénéficie d'une expérience avérée dans le domaine, particulièrement dans le secteur privé où il a occupé plus d'un poste de direction au sein de différents groupes internationaux.

Ce dernier a en effet démarré sa carrière dans le secteur des hydrocarbures à Exxon Mobil Corporation puis dans les télécoms à Celtel, Zain, ainsi qu'à Airtel. C'est au sein du Groupe Zain, intégré en 2003 qu'il a développé la stratégie de Management participatif qui fait désormais sa particularité en tant que manager. Pierre Moïse MBA s'est vu confier différents postes de responsabilité. Avant de quitter cette entreprise de téléphonie mobile en 2013, en y laissant un bilan irréprochable.

Fort de cette expérience, l'actuel patron du CGC n'a éprouvé aucune difficulté à être recruté par Panalpina en tant que Directeur administratif et financier Afrique Subsaharienne. Il passera cinq années au sein de la filiale gabonaise de cette entreprise Suisse spécialisée dans la logistique et les transports internationaux.

À la suite de sa nomination, beaucoup ont convenu que le choix du président de la République s'est porté sur une personne exigeante, adepte du travail bien fait, et dont le savoir-faire provient de sa formation en Management des entreprises et son expérience avérée, y compris au niveau international.



CONSEIL GABONAIS DES CHARGEURS

ÊTRE AU SERVICE DES IMPORTATEURS
ET EXPORTATEURS

EFFICACITE - PERFORMANCE - DEVELOPPEMENT



NOS MISSIONS

- ✓ Encadrement du Trafic de Fret Multimodal.
- ✓ La gestion des droits de trafic de fret national et international multimodal.
- ✓ La Tracabilité des cargaisons.
- ✓ La mise en place et la gestion de l'Observatoire National de Transport de Fret.



Direction Générale
BP: 1163
Owendo / Gabon
Tel: (+241) 11 70 75 85
(+241) 11 70 75 86

**Représentation
Europe & Ameriques**
4, Av Franklin Roosevelt
75008 Paris
Tel: +33 1 56 59 91 82
Fax: +33 1 49 53 09 31

**Représentation
Ogooué-Maritime
& Sud Gabon**
BP: 360 Port-Gentil
Tel: +241 11 55 25 86
+241 11 56 19 46
Fax: +241 11 56 01 17

Antenne Bitam
Tel: +241 74 92 42 46
Bureau de Ntoum
+241 74 92 44 31
Bureau de l'Aéroport de Libreville
+241 74 92 42 41

www.cgcgabon.com

► ENTREPRENEURIAT

Braddy Jordan Bidaye

La jeunesse au service du digitale

De père ingénieur en informatique et entouré de proches qui excellent dans le même domaine, Braddy BIDAYE a contracté très tôt la passion pour la technologie au point qu'à 26 ans, cet amoureux du cinéma et de l'audiovisuel est aujourd'hui l'un des plus jeunes patrons d'entreprise sur le territoire national. Fondateur du Studio MB Films, ce jeune compatriote originaire de Port-Gentil se livre à ENOROMI MAGAZINE et évoque quelques-uns de ses projets.

ENOROMI MAGAZINE

À 26 ans, vous êtes un jeune photographe/réalisateur, à la tête d'une start-up florissante. D'où vous vient cette passion pour l'audiovisuel ?

Braddy BIDAYE

Cette passion est née des fêtes de famille, de mon amour pour le cinéma, car plus jeune on allait jouer et passer l'après-midi dans le Cinéma Ogooué de Port-Gentil où ma tante travaillait et le tout en bénéficiant d'accès aux ordinateurs très jeune grâce à mon père qui est ingénieur en informatique.

ENOROMI MAGAZINE

Vous êtes aujourd'hui le patron de MB Films. Pourquoi ce nom ? Que signifie cette abréviation ?

Braddy BIDAYE

À la base, MB Films voulait simplement dire Marc et Braddy, Marc étant un ami avec qui je partage la même passion. Ironie du sort, c'est le fils du meilleur ami de mon père, lui aussi ingénieur en informatique.

ENOROMI MAGAZINE

Vous travaillez sur des projets intéressants à portée nationale et internationale. Qu'est-ce qui vous motive chaque jour et comment parvenez-vous à faire face aux défis de l'entrepreneuriat ?

Braddy BIDAYE

Ce qui me motive c'est d'acheter mon jet ski. (Rire) Mais plus sérieusement, c'est de pouvoir montrer mon talent et de l'utiliser pour des causes telles que la valorisation de l'Afrique et ses talents, la protection de l'environnement et plein d'autres thématiques qui me sont chères.

ENOROMI MAGAZINE

Récemment, vous avez réalisé avec brio la capsule mettant en avant la talentueuse Jessica Allogo, fondatrice des Petits Pots de l'Ogooué, pour la campagne mondiale « Made by Africa, Loved by the World » de Facebook Afrique, qui est une série de courts-métrages dévoilant des entrepreneurs créatifs africains. Comment avez-vous vécu cette expérience ?

**Braddy BIDAYE**

Ce n'est pas la première fois que Jessica et nous travaillons ensemble, on pourrait dire que nos destins sont liés dans l'entrepreneuriat au Gabon, car on évolue ensemble et nous nous retrouvons toujours chaque année sur des projets aussi grand. C'est une consécration de travailler pour Facebook, une plateforme qui nous sert depuis des années à nous exprimer, et maintenant qui se sert de nous pour s'exprimer. Une expérience enrichissante et qui nous pousse à aller plus loin.

ENOROMI MAGAZINE

En plus de vos talents dans l'audiovisuel, vous touchez également d'autres secteurs. Nous vous voyons sur la toile comme présentateur de la web-émission « Let's Go Digital ». Est-ce une autre passion ?

Braddy BIDAYE

La réalité pour nous, c'est qu'on préfère rester derrière la caméra. Mais j'aime bien partager mes expériences, étant accro au digital, c'est un plaisir de partager ces trouvailles de cette manière. J'ai l'impression de combiner une passion avec une autre : l'audiovisuel et le digital.

Let's Go Digital partage avec une petite touche sur l'actu Tech de l'Afrique et du monde, on s'est dit qu'il est dommage de ne pas avoir une émission spéciale pour nous et par nous africains. Nous sommes à la saison 3 et c'est fou le nombre de choses qu'on découvre quand on donne de la visibilité aux créateurs d'Afrique.

ENOROMI MAGAZINE

Quelles sont vos ambitions pour le Studio MB Films dans les cinq prochaines années ?

Braddy BIDAYE

Nous souhaitons ouvrir dans quatre autres pays en Afrique et développer ce secteur à fond pour produire à notre tour des films, documentaires ou autres dignes de ce nom. Aussi, souhaitons-nous créer davantage d'emplois et valoriser notre continent.

ENOROMI MAGAZINE

De l'expérience que vous avez acquise ces dernières années, quels conseils donneriez-vous à ces passionnés du digital et de l'audiovisuel qui hésitent encore à se lancer ?

Braddy BIDAYE

« Don't Go Down. » C'est une phrase qui me tient à cœur. La principale raison pour laquelle j'ai appris l'anglais, c'est parce que, pour moi, les meilleurs tutoriels sur l'audiovisuel étaient réalisés par les Américains. Si tu carbures à ta détermination et au respect de l'être humain, tu vas non seulement apprendre, mais aussi vivre de grandes choses. ●

Propos recueillis par
Aude SHARYS

Enquête



GABON

Un écosystème numérique en plein émergence.

Avec un taux de 62 % de pénétration d'Internet et plus de 1,4 million d'internautes, selon le dernier rapport de We Are Social & Hootsuite publié en février 2021, l'utilisation d'Internet ne cesse de croître au Gabon, pays de près de 2 millions d'habitants. En face, un écosystème numérique a émergé et s'est développé de manière accélérée ces dernières années... Explications.

Par **Boursier TCHIINDA**

À l'initiative des secteurs privé et public, le développement du numérique au Gabon s'accélère depuis 2016. Entre meetups, formations, concours de plan d'affaires nationaux, mise en place d'incubateurs TIC et déploiement de la fibre optique sur toute l'étendue du pays, on assiste à la naissance d'un écosystème numérique permettant au Gabon de se positionner en Afrique centrale comme un point focal de lancement de startups. Au cœur de cet environnement en pleine ébullition où se mêlent plusieurs acteurs interdépendants, Enoromi Magazine s'intéresse ce mois à la position de l'écosystème numérique gabonais et ce qui le définit.

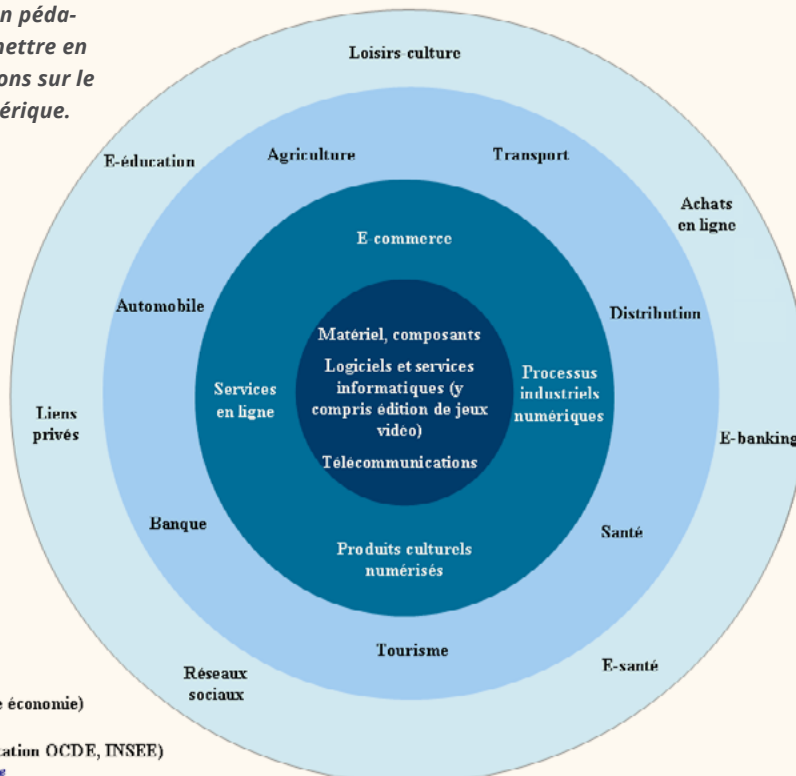
Le développement de l'écosystème d'innovation gabonais s'est amorcé grâce au processus de la digitalisation, une notion jusque-là réduite à l'usage d'applications web et mobiles. Pour l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE), la digitalisation renvoie à l'utilisation des technologies et données digitales, ainsi qu'à l'interconnexion, qui aboutissent à de nouvelles activités ou à une modification de celles déjà existantes. À ce titre, le secteur des TIC comprend : le réseau mobile (4G), les services de paiement mobile et financier mobiles, les activités dont l'existence est liée à l'émergence des TIC, la data analyse et plus largement l'intelligence artificielle comme technologies digitales ou du moins ce qu'inclut celle-ci.

ÉTATS DES LIEUX DE L'ÉCOSYSTÈME NUMÉRIQUE GABONAIS

Initié par le ministère de la Communication et de l'Économie numérique à travers son projet de développement d'un écosystème d'innovation numérique (projet eGabon composante 2), le rapport de l'Enquête sur le niveau de satisfaction des TIC en matière de promotion par le Gouvernement de l'économie numérique phase 02 de l'année 2019, précise que le Gabon dispose d'un cadre stratégique matérialisé par la promotion d'une réelle politique publique du numérique du Chef de l'État Ali BONGO ONDIMBA à travers le développement des services numériques inscrit dans le Plan stratégique Gabon émergent (PSGE).

Dans cet élan, on dénombre plusieurs initiatives des pouvoirs publics pour la mise en place ou l'amélioration d'infrastructures, on peut citer le projet CAB4, qui a permis la pose de la fibre optique sur toute l'étendue du territoire national, la construction des centres techniques sur l'ensemble du territoire gabonais et l'interconnexion avec le Congo, le Cameroun et la Guinée équatoriale. Il permet d'assurer une qualité d'accès aux outils numériques et à Internet. Enfin, le projet eGabon, lancé en 2016 avec l'appui de la Banque mondiale et pilotée par le ministère de la

Ce schéma n'a qu'une vocation pédagogique. Son objectif est de mettre en lumière certaines interrogations sur le périmètre de l'économie numérique.



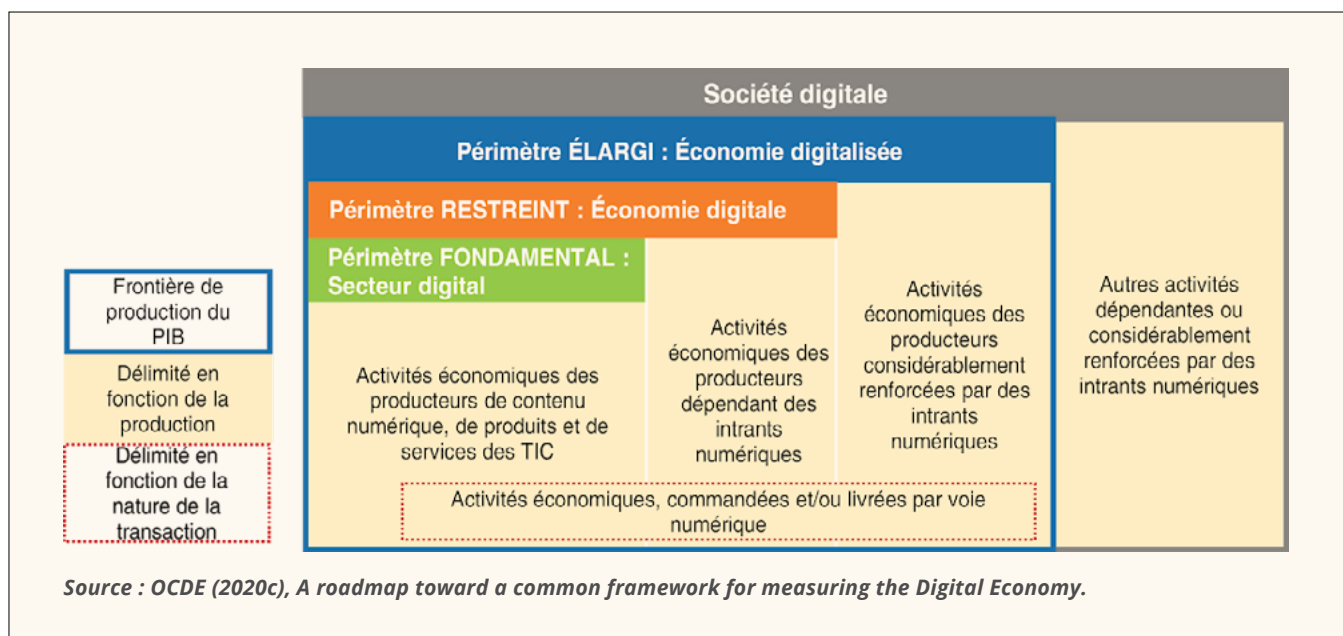
- **Particuliers**
Services numériques aux ménages
- **Secteurs utilisateurs des TIC**
Pas de croissance sans numérique
- **Contenu numérique (nouvelle économie)**
Pas d'existence sans numérique
- **Secteurs producteurs (délimitation OCDE, INSEF)**
Pas de numérique sans infrastructure

Communication et de l'Économie numérique qui vise à accélérer le développement de l'écosystème numérique gabonais pour bâtir une économie émergente au service du citoyen.

Point d'ancrage au service de l'innovation numérique, la volonté politique et la mise en place d'infrastructures permettent de poser les bases d'une économie numérique

LES ACTEURS DE CET ÉCOSYSTÈME DYNAMISANT

Pour comprendre comment fonctionne cet écosystème numérique, ses acteurs et les interactions entre eux, en dehors du cadre institutionnel, intéressons-nous aux travaux des universitaires Rumana Bukht et Richard Heeks qui découpent la transformation digitale en trois paliers distincts : le premier considéré comme fondamental et centré sur les activités des producteurs de contenu numérique, le deuxième lié aux activités émergentes grâce aux technologies digitales et le dernier plus élargi qui couvre toutes les activités économiques existantes considérablement renforcées par les technologies digitales (e-commerce, etc.).



Dans cette société digitale made in Gabon, il se développe un environnement émergent avec des initiatives individuelles et collectives qui emboîtent le pas de la digitalisation, c'est le cas avec la startup e-Tumba, qui offre une technologie de solutions intelligentes pour une agriculture durable par le recensement des agriculteurs et du conseil via SMS et note vocale, finaliste

du concours d'innovation numérique « Digital Africa 2017 », Solarbox , finaliste du prix EDF Pulse Africa qui loue des kits photovoltaïques à ses clients ou encore "Wagui", une solution technologique portant sur une solution de conseils et de suivi des productions vivrières, deuxième prix de l'Africa Code Hackathon organisé en 2018 en Égypte.

Par ailleurs d'autres startups et agences numériques se sont développés dans des domaines spécifiques, on peut citer pêle-mêle We are Digital un espace de coworking et de partage d'expérience entre passionnés du Web, l'application de eSanté Hosto de la startup Yubile, lauréat du eStartup Challenge 2020 organisé par le projet eGabon qui offre des services de pharmacie en ligne, de prise de rendez-vous chez un médecin et de laboratoires d'analyse sanguin, de eBantou un projet de vulgarisation des langues vernaculaires en ligne, enfin l'application POZI, une solution intégrée de suivi et de ges-

tion de flotte qui donne de l'intelligence à vos véhicules, de l'agence Touch Innovative fondée par Loïc Kapitho. Ces initiatives permettent de créer un framework sur lequel les start-ups en émergence peuvent s'appuyer pour accélérer leur développement.

Cet écosystème émergent a compris que la formation technique (Hardware, Software, etc.) fera la différence et dans ce sens il faut souligner le travail des acteurs que sont la société d'incubation numérique du Gabon (SING) premier incubateur spécialisé sur les TIC et de l'École 241

pionnière dans la formation aux métiers du numérique avec son partenaire Simplon.

Quoiqu'en plein essor, cet écosystème numérique doit faire face encore à d'importants défis tels que son déploiement sur l'ensemble du territoire, le manque de synergies entre les acteurs, les formations universitaires liées au numérique, la faiblesse des investissements en love ou seed money dus à une taille de marché encore limitée.

“LE NUMÉRIQUE”, CET ÉCOSYSTÈME DE L'APPRENTISSAGE

Tenant compte de tous ces éléments, les résultats du dernier classement des écosystèmes technologiques africains du futur par le magazine Foreign Direct Investment (fDi), bimensuelle d'actualités et d'investissements étrangers directs, qui fournit un examen à jour des activités d'investissement mondiales, le Gabon n'y figure pas.

Les résultats donnent un premier aperçu des réalités technologiques vivantes qui se développent autour des plus grandes villes d'Afrique où les talents sont enfin en mesure de trouver des réserves croissantes de capitaux pour transformer leurs idées en entreprises commerciales prospères, souligne le magazine. Le Gabon se heurte encore à certains facteurs exogènes structurels peu favorables à l'entrepreneuriat dans le secteur des TIC. Le rapport de l'Enquête sur le niveau de satisfaction des TIC de l'année 2019 précise qu'on y retrouve des limites juridiques et administratives rencontrées par les entrepreneurs, en plus du manque de culture d'investissement capital-risque et très peu de sources de financement en phase d'amorçage et de développement sont disponibles avant de conclure que c'est un écosystème émergent, mais peu mature.

Les écosystèmes technologiques les plus compétitifs d'Afrique (2019 - 2020)





UN ÉCOSYSTÈME ÉMERGENT, UNE IDENTITÉ

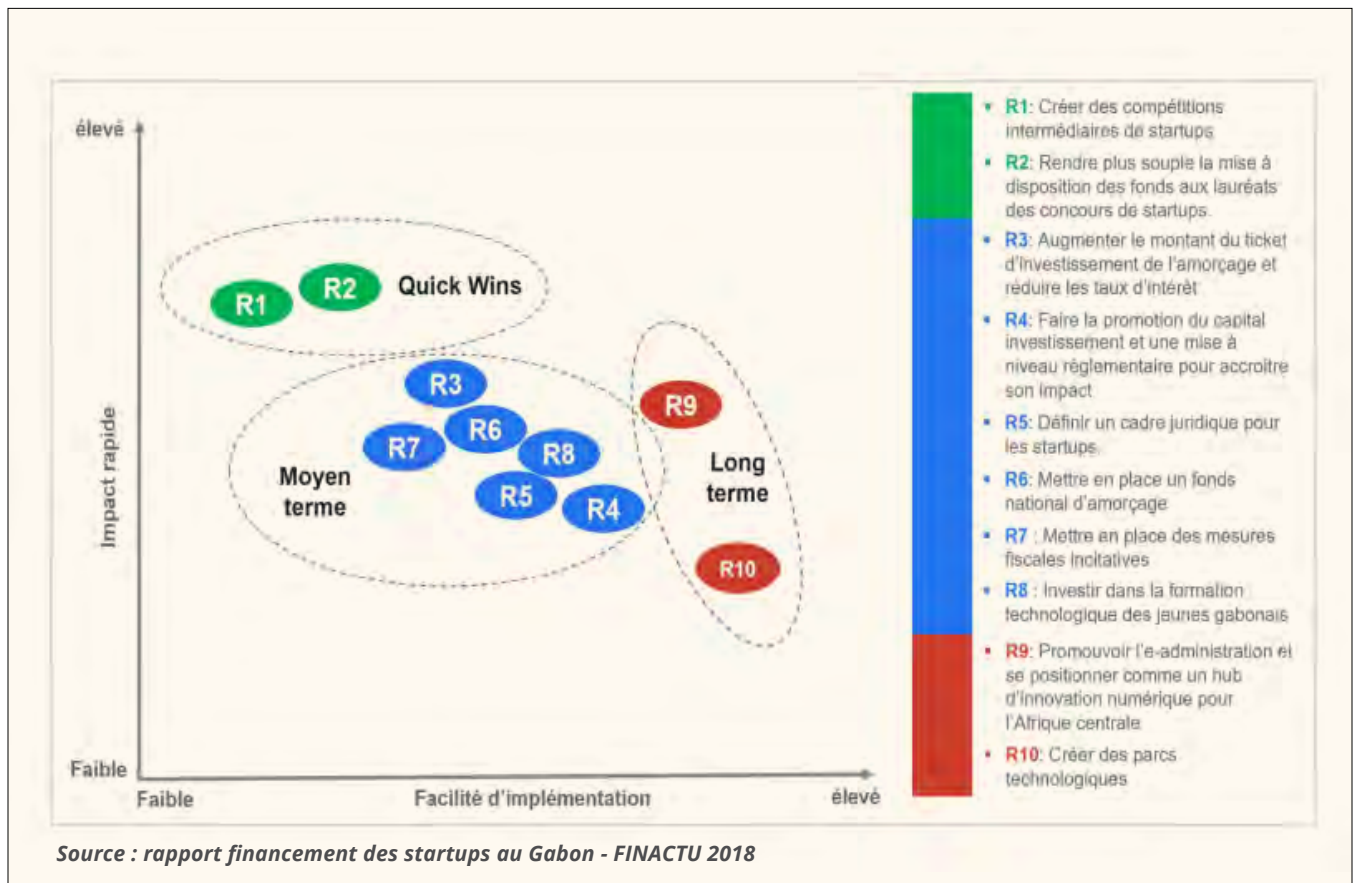
Aujourd'hui encore, il existe une approximation dans la définition de l'écosystème numérique gabonais. Les acteurs du numérique, l'institutionnel, le patronat, les grandes écoles et recruteurs doivent, pour définir cette entité, se fédérer et accélérer le processus de création de start-ups et de production de contenus à valeur ajoutée, afin de stimuler cet écosystème

et anticiper les besoins d'aujourd'hui et de demain. Un enjeu crucial pour prendre totalement le virage numérique.

Pour y arriver, le rapport sur les mécanismes de financement des start-ups au Gabon du groupe FINACTU dresse un tableau de recommandations sur l'écosystème numérique gabonais.

L'analyse de ces mécanismes de financement permet de comprendre que la maturité d'un écosystème d'innovation

numérique est, de fait, une approche multidimensionnelle qui peut évoluer rapidement. Un écosystème numérique dynamisant a le potentiel d'influencer la productivité, l'emploi et la croissance. La prise en compte des facteurs exogènes, la mise en place d'un cadre juridique spécifique, la formation aux métiers du numérique sont autant de pistes à envisager pour dynamiser l'économie numérique, car il apparaît difficile de prévoir dès aujourd'hui l'impact que l'innovation numérique exercera en définitive sur la société. ●



Pour ma planète et Pour ma poche, je choisis le verre consigné



- ▶ *Conserve mieux la qualité*
- ▶ *Moins cher*
- ▶ *Ecologique*

#j'engage

Mon pouvoir, c'est ma décision

3lite

Sobraga

Les Brasseries du Gabon





Tribune

La réforme urgente des retraites du secteur privé.

Le Gabon, à l'instar de nombreuses nations à travers le monde, fait face à des difficultés sociales. Bien que félicité par l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) pour sa gestion de la pandémie et grâce à une politique vaccinale dont on commence à voir les effets positifs, les problèmes sociaux demeurent nombreux. En effet, l'inflation et surtout la chute des revenus des gabonais les plus précaires ont considérablement affaiblis l'efficacité des filets de protection sociale. Parmi ces outils durablement touchés figurent nos régimes de protection sociale et particulièrement la branche de retraite du régime de sécurité sociale.

Hérité de la colonisation avec la création de la Caisse de Compensation des Prestations Familiales (CCPF) en 1956 puis de la Caisse Gabonaise de Prévoyance Sociale (CGPS) en 1962 et enfin de la Caisse Nationale de Sécurité Sociale (CNSS) en 1975, la sécurité sociale au Gabon était limitée aux seuls salariés du secteur privé ainsi qu'à leurs ayants-droits. La première branche des retraites est instituée dans notre pays en 1964. Le modèle par répartition, c'est-à-dire la technique selon laquelle les prélèvements effectués sur les salaires des travailleurs actifs constituent une manne financière qui servira à payer les retraites des anciens travailleurs devenus inactifs et leurs ayants-droits, est adoptée pour le régime de sécurité sociale. Il faut cependant reconnaître que dans les années 50 et

60, les conditions économiques de l'époque étaient conformes aux paramètres dudit régime.

Malheureusement, depuis l'instauration du régime de sécurité sociale en 1975 à travers la loi n°6/75 portant Code sécurité sociale, aucun changement paramétrique ne sera effectué en dépit des profonds changements démographiques et économiques que connaît notre pays. Le fonctionnement du régime, dans son paramétrage actuel, en ce qui concerne la branche des retraites, est devenu caduque et inopérant. La population globale n'a cessé d'augmenter ces dernières décennies du fait des effets sanitaires d'une lutte efficace contre certaines maladies infectieuses, de l'amélioration de la protection maternelle et infantile ainsi que de l'allongement de l'espérance de vie. Ainsi, d'un peu plus d'un demi-million d'habitants en 1960, le Gabon en compte plus de deux millions aujourd'hui. Ces 10 dernières années, la population active n'a cessé d'augmenter en moyenne de 3%. Malheureusement, la branche des retraites du régime de sécurité sociale n'a pas su tirer profit de ces changements pour 3 raisons. D'abord, le paramétrage de la branche des retraites ne garantit pas un équilibre budgétaire sur le long terme. En effet, un taux de cotisation de 7,5%, une période minimale de cotisation de 20 ans, un taux annuel de 2%, un salaire de référence calculé sur les 5 dernières années de la carrière du salarié et un âge de départ

à la retraite fixé à 55 ans étaient des paramètres cohérents pour l'époque des années 70 et 80. Mais à la fin des années 90, les réalités avaient évoluées de telle manière qu'un reparamétrage des variables techniques de cette branche était devenu nécessaire. Or, aucun changement n'ayant été effectué, les premiers déficits de la branche des retraites sont apparus au début des années 2000. La hausse des prélèvements de la branche des retraites augmentait de 1,3% lorsque les charges techniques croissaient de 2,7% en 2014.

Ensuite, la période d'embellie de la branche des retraites était éphémère. En effet, la période durant laquelle le modèle par répartition du régime de retraite commence à engranger des fonds grâce à la collecte des cotisations et celle à partir de laquelle elle commence à verser des prestations de retraite est relativement longue. Ainsi, entre les années 70 et 80, cette branche a connu une période faste et glorieuse pendant laquelle elle a accumulé d'énormes sommes d'argent dans ses réserves. Il faut également noter que les années 70 et 80 ont été sur le plan économique une période durant laquelle le Gabon aura connu un essor économique sans précédents et créé ainsi des dizaines de milliers d'emplois. Ces derniers seront autant de sources de financement supplémentaires pour le régime. C'est ce qui explique le fait que la CNSS a réalisé durant cette période faste de grands investissements tels que la constructions d'hôpitaux (Paul Igamba à Port-Gentil, Jeanne Ebori et l'hôpital pédiatrique d'Owendo), des centres de santé (Libreville, Franceville, Oyem, Booué, Koula-Moutou, Lastourville, etc.) et des logements sociaux (Libreville, Franceville, Tchibanga, etc.) entre autres. Mais à partir des années 90, les premiers salariés assurés au régime vont commencer à aller à la retraite et la situation va peu à peu changer du fait de l'augmentation continue de cette population. Or, les dirigeants de la Caisse n'avaient pas compris que l'accroissement des réserves durant ces années n'était en

réalité que l'accumulation de dettes futures avec l'arrivée progressive des nouveaux retraités qui allaient alourdir le passif de la branche des retraites. Des études actuarielles successives auraient dû être réalisées afin de quantifier ce passif et clarifier la solvabilité et la robustesse financière de la branche des pensions de retraite.

Enfin, le modèle par répartition a montré ses limites du fait de son arrimage au salariat. En effet, notre pays a misé sur le salariat comme source principale de financement de la branche des retraites. Il a estimé que la création d'emplois serait massive et continue sur le très long terme et que le passif n'apparaissant que 20 années plus tard, la garantie la pérennité de cette branche était assurée. Sauf que les choses ne se sont pas passées comme prévu. Avec les crises économiques successives qu'a connues le Gabon (84 et 88), l'inflation due à la dévaluation du francs CFA en 1994, la création d'emplois s'est surtout faite dans la fonction publique et dans...le secteur informel.

Selon une étude de la banque mondiale de 2017, le Gabon est pays d'Afrique centrale où la part de l'informel dans l'économie est la plus importante, soit environ 40 ou 50% du PIB. Ainsi, des dizaines de milliers d'emplois non déclarés échappent encore à la sécurité sociale dans notre pays. En outre, en raison de la nature même de certaines professions, à savoir les travailleurs non-salariés (TNS), ces derniers ne sont pas éligibles au bénéfice de la sécurité sociale. En effet, n'ayant pas de revenu fixe pouvant servir d'assiette de cotisations ni un employeur pour en assumer le recouvrement et le paiement, ces actifs ne sont pas encore pris en charge concrètement par le régime de sécurité sociale. Mais à l'avenir, les choses vont évoluer.

Au regard de la situation alarmiste de la branche des retraites de la sécurité sociale dont le déficit abyssal se chiffrait à 35 milliards de FCFA en 2012,

les autorités ont décidé de prendre les choses en main. D'abord avec la création de nouveaux régimes à savoir le régime de l'assurance complémentaire (RAC) et le régime des travailleurs mobiles et indépendants (RTMI). Le RAC n'est pas obligatoire et s'adresse aux salariés traditionnels afin de leur assurer un revenu supplémentaire à leur retraite de base tandis que le RTMI s'adresse aux TNS afin qu'ils puissent aussi jouir des mêmes droits que les autres travailleurs.

Dans la foulée de ce qui précède, les autorités gabonaises ont diligemment l'actuelle Direction Générale de la CNSS à réfléchir sur les mécanismes de mise en œuvre des nouveaux régimes. Des équipes projets ont été commises afin de faire des propositions techniques au gouvernement ET faire de ces nouveaux régimes une réalité. A cet effet le Directeur Général Patrick OSSI OKORI accompagné d'une forte délégation passé un séjour du 21 au 30 juin dernier en Côte d'Ivoire. Durant cette visite, la délégation gabonaise a été éclairée sur les méthodes de management des organismes ivoiriens de sécurité sociale réputés comme les plus performants d'Afrique francophone. Mais le plus grand chantier reste ailleurs.

En effet, le chantier le plus emblématique confié à l'équipe dirigeante de la Caisse reste la refonte paramétrique du régime de sécurité sociale actuel. L'allongement de l'âge de départ à la retraite à 60 ans décidée en 2010 reste la seule modification effectuée à ce jour. Ce changement reste insuffisant même s'il a permis d'augmenter substantiellement le montant global des cotisations sociales ces dernières années. Des nouvelles études actuarielles devraient déterminer les variables paramétriques (taux de cotisation, taux annuité, salaire de référence, la durée d'affiliation, les bonifications, la pension minimale, les plafonds et planchers de cotisation, etc.) qui permettraient de réduire considérablement le déficit de la branche des retraites et éviter ainsi la

banqueroute de notre système.

Au-delà de cette simple refonte du régime de sécurité sociale, c'est l'ensemble de notre système de protection sociale qu'il faudrait refondre en y intégrant toutes les couches sociales dans un système de protection sociale universelle. Il faudrait également remettre en question le principe qui fait du modèle par répartition l'unique moyen de financement de la branche des retraites en raison du déficit énorme entre actifs et inactifs à l'heure actuelle. D'autres modèles tels que le système par capitalisation ou celui par points pourraient faire aussi l'objet d'investigations. Le modèle par capitalisation est largement répandu dans les pays de culture anglo-saxonne à travers les fonds de pensions avec des résultats parfois très prometteurs, le modèle par points est, quant à lui, largement répandu en Europe scandinave. Des combinaisons avec l'un ou l'autre modèle devraient être évaluées par des études actuarielles qui en définiraient les modalités paramétriques, le salut de notre système de retraite en est à ce prix. ●

Jean Paul Augé OLLONTO

Diplômé en Gestion des
Organismes de Sécurité
sociale

Dossier



COMMERCE

La covid-19 continue de dicter sa loi.

Si l'année 2020 s'est achevée sur une baisse de 1,2% du chiffre d'affaires, le commerce général structuré ne s'est pas mieux porté au terme des trois premiers mois de l'année 2021. En dépit de l'allègement des mesures gouvernementales contre la Covid-19, au premier trimestre 2021, ce chiffre d'affaires a subi une nouvelle contraction de 10,6% par rapport à la même période l'année précédente. Des véhicules neufs aux produits pharmaceutiques en passant par les produits pétroliers, le commerce s'est diversement apprécié entre fin 2020 et début 2021.



LE COMMERCE EN FIN 2020

I. Le commerce général structure au 4e trimestre 2020

Selon les résultats de l'enquête menée par la Direction générale de l'Économie et de la Politique fiscale, en fin 2020, le chiffre d'affaires du commerce général structuré a atteint 330 milliards de FCFA. Celui-ci était

de 333,95 milliards de FCFA au terme du 4e trimestre un an plus tôt. Ce qui correspond à un recul de 1,2%.

Les services de la DGEPPF estiment que cette baisse est une conséquence des mesures gouvernementales visant à lutter contre la pandémie du coronavirus, et particulièrement la mesure

de confinement édictée par les autorités en vue de limiter la propagation du virus. Conséquence : plusieurs entreprises ont dû modifier leurs horaires de fonctionnement, alors même que la demande domestique subissait déjà une baisse. La vente des véhicules neufs a été impactée.

Évolution du commerce général structuré

	1T 2020	2T 2020	3T 2020	4T 2020	Premier semestre		
					2019	2020	Var 20/19
Chiffre d'affaires (en milliards de FCFA)	82,7	77,3	83,3	86,7	334,0	330,0	-1,2%



Le commerce des véhicules neufs

1. Les véhicules utilitaires

Dans un contexte de diminution de la demande domestique, le commerce des véhicules neufs a enregistré des résultats plutôt mitigés. Pour preuve, au 4e trimestre 2020, la vente des véhicules utilitaires n'a pas été la même que celle des véhicules à usage industriel. À la fin de l'année, en effet, le commerce des véhicules neufs a enregistré un recul des ventes de l'ordre de 8,4%. Ce qui traduit, selon la DGEPPF, l'impact de la pandémie de la Covid-19 sur le secteur.

Évolution du commerce des véhicules utilitaires neufs

	1T 2020	2T 2020	3T 2020	4T 2020	Premier semestre		
					2019	2020	Var 20/19
Nombre d'unités vendues	748	611	455	749	2 799	2 563	-8,4%

2. Les véhicules industriels

L'enquête de la DGEPPF révèle toutefois que la branche du commerce de véhicules industriels a connu une fin d'année 2020 pas trop mal. Après 12 mois d'activité, celle-ci a en effet vu son chiffre d'affaires se consolider de 28,5% à 35,2 milliards de FCFA. L'administration dirigée par Jean Baptiste NGOLO ALLINI explique que ce fort rebond est lié à une importante livraison d'engins au secteur minier dans le cadre du projet de la mise en exploitation d'un gisement de manganèse dans le Haut-Ogooué par Comilog.



Évolution du commerce des véhicules industriels

	1T 2020	2T 2020	3T 2020	4T 2020	Premier semestre		
					2019	2020	Var 20/19
Chiffre d'affaires (en milliards de FCFA)	5,7	7,6	8,6	13,3	27,4	35,2	28,5%

Le commerce des produits pétroliers

Le secteur pétrolier n'a pas non plus échappé à la pandémie. Pour preuve : les ventes cumulées des produits pétroliers raffinés ont baissé de 8,6%, soit 597 947 tonnes métriques contre 654 076 tonnes métriques en 2019, informe la DGEFP. La baisse de la demande, le confinement, les restrictions des déplacements routiers et aériens durant la période de crise sanitaire seraient les principales raisons de cette contreperformance, expliquent les experts.



Évolution du commerce des produits pétroliers

	1T 2020	2T 2020	3T 2020	4T 2020	Premier semestre		
					2019	2020	Var 20/19
Volumes vendus (tonnes métriques)	166 038	123 361	150 268	158 280	654 076	597 947	-8,6%
dont Gasoil	120 968	88 120	107 198	112 712	466 529	428 998	-8,0%
Supercarburant	19 827	15 317	20 324	22 513	80 909	77 981	-3,6%
Kérosène	6 938	1 983	3 493	4 487	33 713	16 901	-49,9%



Le commerce des produits pharmaceutiques

Sans véritable surprise dans ce contexte de crise sanitaire, le commerce des produits pharmaceutiques a tiré son épingle du jeu. En fin 2020, ce secteur a enregistré une consolidation de 2,4% de son chiffre d'affaires à 62,2 milliards de FCFA. Cette performance s'expliquerait par la mise en place plutôt réussie d'une rotation des stocks dans le but de se prémunir des risques de pénurie en période de crise sanitaire. La mise en place par le président de la République, Ali BONGO ONDIMBA, d'un fonds spécial pour la prise en charge des médicaments des Gabonais économiquement faibles (GEF) y a été pour beaucoup.

Évolution du commerce des produits pharmaceutiques

	1T 2020	2T 2020	3T 2020	4T 2020	Premier semestre		
					2019	2020	Var 20/19
Chiffre d'affaires (en milliards de FCFA)	15,8	14,8	15,9	15,6	60,7	62,2	2,4%

LE COMMERCE AU 1ER TRIMESTRE 2021

2. Le commerce général structure en fin mars 2021.

Les résultats de l'enquête menée par la DGEFP et rendus publics sur son site internet en juin 2021 révèlent une nouvelle fois que le chiffre d'affaires du commerce général structuré s'est contracté de 10,6% à 73,9 milliards de FCFA.

Là encore, comme en fin 2020, la Covid-19 est pointée du doigt. La limitation des horaires d'ouverture des magasins dans le cadre de la lutte contre la pandémie et la contraction du carnet des commandes des gros clients, notamment les restaurants et les espaces de loisirs ont été les principales causes de cette baisse du chiffre d'affaires.

Evolution du commerce général structuré

	2T 2020	3T 2020	4T 2020	1T 2021	Fin mars 2021		
					2019	2020	Var 21/20
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	77 327	83 259	86 719	71 361	82 724	73 930	-10,6%

Les véhicules industriels

Comme en fin d'année 2020, la branche du commerce des véhicules industriels s'est encore bien portée au début de l'année courante. En effet, au premier trimestre 2021, le chiffre d'affaires généré par la vente de véhicules industriels s'est renforcé de 10,3% à 6,3 milliards de FCFA. Là encore, les opérateurs miniers ont boosté le secteur en passant des commandes d'engins jugées « exceptionnelles ».



Évolution du commerce des véhicules

	2T 2020	3T 2020	4T 2020	1T 2021	Fin mars 2021		
					2020	2021	Var 21/20
Chiffre d'affaires (en milliards de FCFA)	7,6	8,6	13,3	6,3	57,2	6,3	10,3%

Le commerce des produits pétroliers

152 769 tonnes métriques. C'est le résultat des ventes cumulées des produits pétroliers raffinés au terme des trois premiers mois de l'année 2021. Ces ventes ont donc fléchi de 8% comparativement à la même période l'année précédente, révèle la DGEPF. L'administration explique que cette baisse est liée à la contraction des consommations du fait du couvre-feu imposé par le gouvernement dans le cadre de la lutte contre la Covid-19. Le ralentissement de l'activité de plusieurs clients industriels explique également cet état de fait.



Évolution du commerce des produits pétroliers

	2T 2020	3T 2020	4T 2020	1T 2021	Fin mars 2021		
					2020	2021	Var 21/20
Volumes vendus (tonnes métriques)	123 361	150 268	158 280	152 769	166 038	152 769	-8,0%
dont Gasoil	88 120	107 198	112 712	110 387	120 968	110 387	-8,7%
Supercarburant	15 317	20 324	22 513	21 054	19 827	21 054	6,2%
Kérosène	1 983	3 493	4 487	4 865	6 938	4 865	-29,9%

Le commerce des produits pharmaceutiques

Le contexte de crise sanitaire a une nouvelle fois été favorable au secteur pharmaceutique qui a enregistré une hausse de 9,1% de son chiffre d'affaires au premier trimestre 2021. Le commerce des produits pharmaceutiques s'est en effet apprécié à 17,3 milliards de FCFA dans cette période. Selon la DGEPF, cette évolution s'explique par l'accroissement des achats des médicaments, notamment l'azithromycine et les autres antibiotiques, dans le cadre de la prise en charge des personnes atteintes de Covid.



Évolution du commerce des produits pharmaceutiques

	2T 2020	3T 2020	4T 2020	1T 2021	Fin mars 2021		
					2020	2021	Var 21/20
Chiffre d'affaires (en milliards de FCFA)	14,8	15,9	15,6	17,3	15,8	17,3	9,1%

Mais... ENCORE! ▶



BAR OGASSO

Sheena BOUCHARD met du cœur dans les plats.

Devenu la coqueluche et le coin des gourmets et amoureux du bouillon, le bar OGASSO doit son succès à la vision d'une dame : Scheena BOUCHARD. Une femme passionnée et qui dit cuisiner avec amour, au point d'être parvenue en peu de temps à s'imposer dans un secteur où la concurrence est rude grâce à l'originalité de son concept qui mêle luxe et « bonne bouffe ».

ENOROMI MAGAZINE

Comment vous est venue l'idée de faire des « bouillons de luxe » ?

Sheena BOUCHARD

L'idée m'est venue lors d'un voyage en Asie. J'ai eu le déclic alors que je sortais manger un soir. Il n'y avait que de la soupe dans tous les restaurants. Et comme nous aimons la soupe, j'ai pensé que ce serait un superbe concept à apporter dans notre pays.

ENOROMI MAGAZINE

Votre bar à bouillon est très fréquenté et surtout apprécié. Quel est selon vous le secret de votre succès ?

Sheena BOUCHARD

Je suis déjà à la base une personne qui aime faire plaisir et donner le sourire aux personnes qui m'entourent, et je le fais avec beaucoup d'amour. C'est la même chose dans les cuisines d'OGASSO. On y met beaucoup d'amour.

ENOROMI MAGAZINE

Avec la pandémie de coronavirus et son corollaire de mesures de restriction, comment êtes-vous parvenu à rentabiliser votre activité, d'autant que l'accès à votre établissement était conditionné par la présentation d'un test de négativité à la Covid-19 ?

Sheena BOUCHARD

C'était très difficile au départ, mais ça a été l'opportunité de développer le service de livraison. On a pu, grâce à ce service, subvenir aux différentes charges. Les réseaux sociaux nous ont également accompagnés lorsque nous faisons des suggestions. Nous avons donc par ce biais survécu au confinement partiel.

ENOROMI MAGAZINE

Avez-vous des objectifs d'extension de votre entreprise dans d'autres communes, voire à l'extérieur du pays dans les trois prochaines années ?

Sheena BOUCHARD

Nous travaillons en ce moment même à l'idée d'ouvrir un second OGASSO dans la commune d'Akanda, cela facilitera la tâche pour plusieurs clients ayant exprimé leur volonté de continuer à manger à OGASSO ou de tester nos plats, mais qui hésitent à sortir de leur commune principalement à cause des conditions d'entrées et de sorties vers Libreville.

ENOROMI MAGAZINE

L'autre question que nombre de nos lecteurs se posent est liée à l'origine du nom OGASSO et de ceux des plats que vous proposez. D'où vous vient l'inspiration des noms et surtout de la composition de vos bouillons ?

Sheena BOUCHARD

C'est simple : je suis très attachée à notre culture, la culture gabonaise en générale. Alors j'appelle généralement mes frères et



sœurs gabonais à proposer des noms pour chaque suggestion. Ce sont donc nos clients fidèles qui choisissent les noms des bouillons. Cela me permet à moi-même d'en apprendre un peu plus sur les autres ethnies. Pour ce qui est de la composition des bouillons, je fais du métissage (rire). Je marie des compositions d'autres pays avec les épices made in Gabon.

ENOROMI MAGAZINE

En tant que professionnelle, quels conseils donneriez-vous à ces cuisinières hors pair, mais amatrices pour l'heure afin de devenir de vrais professionnels ?

Sheena BOUCHARD

Il faut y croire. Croire en soi et surtout croire en son potentiel. Savoir identifier les opportunités même dans les difficultés. Et surtout mettre de l'Amour, car lorsqu'on cuisine avec amour, on cuisine bien. ●

Propos recueillis par
Aude SHARYS



► DÉVELOPPEMENT PERSONNEL

L'ACCEPTATION DE SOI.

Un super pouvoir

I Mesdames, Messieurs, quelle image avez-vous de vous-mêmes ? Quel regard portez-vous à votre encontre ? L'image que vous avez de vous-mêmes est-elle positive ou négative ? Concrètement, vous acceptez-vous comme vous êtes ? Êtes-vous fier (e) de celui ou de celle que vous êtes, aussi bien sur le plan physique que mental ? Les réponses à ces questions sont-elles positives ou négatives ? Si vos réponses sont négatives, c'est que vous ne vous acceptez pas et cela va poser ou pose déjà des problèmes pour vous.

S'accepter, s'estimer est le plus grand défi qui soit, mais, aussi le plus important de tous. Souvent fluctuante, l'acceptation de soi est essentielle pour votre bien-être mental et émotionnel. Pourtant, il vous est arrivé à tous, à un moment où à un autre, de douter de vous-mêmes, de moins vous aimer voir pour certaines de vous détester. Or, l'acceptation de soi est un super pouvoir, c'est ta force qui vous permettra d'agir, d'avoir confiance en vous et d'affirmer la personne que vous êtes. Sans acceptation de soi, vous ne pourrez aller bien loin dans vos projets et vous ne vous sentirez jamais en paix avec vous-même. Mesdames, vous devez comprendre l'importance de vous accepter et de vous aimer tel que vous êtes.

PRENDRE SOIN DE SON PHYSIQUE

Voilà qui est bien compliquée parfois. Plusieurs d'entre vous, mesdames, ont connu une période dans notre vie où vous vous sentez moins bien, moins à l'aise dans notre corps. Votre regard face à votre miroir est souvent bien négatif et très critique. Ce qui n'est pas évident non plus c'est d'être sans cesse en comparaison avec les autres. En voyant partout sur les réseaux sociaux, la télé, les magazines, etc. des femmes à la silhouette parfaite, voire refaite, cela n'aide pas à vous accepter comme il se doit. Pourtant, s'accepter c'est apprendre à renouer avec son corps. Le problème quand on ne s'accepte plus physiquement c'est que bien souvent vous avez rompu notre lien avec celui-ci. Même si vous ne devez pas vous concentrer uniquement

sur le physique et oublier tout le reste, votre corps est votre véhicule sur cette terre et vous devez en prendre grand soin.

SOYEZ POSITIVE

Chacun de nous possède des qualités et des points forts et chacun de nous a une autoévaluation de sa propre valeur. Nous avons tous un jugement positif ou négatif de notre propre personne. Celui-ci se construit pendant l'enfance et évolue tout au long de notre vie.

Bien souvent, lorsqu'on ne s'accepte pas c'est que notre vie n'est pas en adéquation avec nos valeurs. Or celles-ci sont notre moteur interne. Listez toutes vos valeurs et regardez si ce que vous accomplissez dans votre vie, votre manière de vivre sont en accord avec celles-ci. Il faut que vous preniez conscience de vos points forts et surtout que vous notiez à côté de chaque qualité ce qu'elle vous a permis d'accomplir dans votre vie.

Vous n'êtes pas ce que les autres ont pensé de vous à un moment donné ni une situation dans laquelle vous vous êtes retrouvée. Et ce n'est pas parce que, à un moment donné, vous avez échoué dans quelque chose que vous êtes nulle ou incapable de le faire. Ne les laissez pas avoir une image négative de vous. Tout le monde échoue à un moment donné dans sa vie et il faut voir cela comme un tremplin vers la réussite.

UTILISEZ VOTRE SUPER POUVOIR

N'oubliez pas que s'accepter est votre super pouvoir. C'est la clé de votre réussite, de votre succès de vie, de votre paix intérieure et celle qui vous donnera les forces d'accomplir ce que vous souhaitez. N'oubliez pas que vous êtes unique et spéciale, ne vous concentrez pas sur vos faiblesses, mais sur vos forces. Lâchez prise sur ce que vous ne pouvez pas changer, comme votre passé, et prenez en main votre futur. Devenez votre meilleure amie lorsque vous pensez à quelque chose de négatif à votre sujet et remplacez cette pensée par quelque chose de positif et constructif. Vous avez la force et les capacités en vous pour être et devenir celle qui se cache au fond de vous, acceptez qui vous êtes et chérissez-vous. ●

Christian BOUA



OFFICE DES PORTS ET RADES DU GABON



Nous assurons la gestion, & la promotion des ports du Gabon à travers :



GESTION

La gestion des rades et du domaine portuaire. La coordination générale des activités portuaires, l'assistance et l'accueil des navires.



TRAVAUX

Des travaux d'équipement, de création, d'aménagement et d'extension des ouvrages des zones industrielles hors concessions. La coopération et la promotion de la place portuaire.



PROTECTION

La prévention des risques et la protection de l'environnement. La fédération des missions de police, de sécurité des usagers, des marchandises et des navires.

NOTRE METIER, LA CONNEXION PORTUAIRE

► SPORT

TASKFORCE NATIONAL FOOTBALL

Un brainstorming pour réformer le sport roi au Gabon.

Dans le sillage de la Coupe d'Afrique des Nations (CAN) de football 2012 au Gabon et en Guinée équatoriale, le président de la République, Ali BONGO ONDIMBA, avait souhaité la professionnalisation du sport roi, instruisant le gouvernement de tout mettre en œuvre pour son opérationnalisation. Près de 10 ans après, le résultat est accablant : les effets escomptés n'ont pas été à la hauteur des attentes. D'où l'organisation, du 10 au 22 mai 2021, à Libreville, de la « taskforce National Foot » dédiée à la réforme, la modernisation, la pérennisation et l'attractivité du championnat national de football de première et de deuxième division (D1 et D2).

Pendant douze jours, plus d'une centaine d'experts ont planché sur les maux qui minent le football gabonais, singulièrement les championnats de première et de deuxième division. Du 10 au 22 mai 2021, les participants à ces assises, issus des milieux du football et du sport en général, mais également recrutés dans plusieurs domaines de la vie, et réunis sous les auspices du ministère des Sports et de la Fédération gabonaise de football (Fegafoot), ont mené des réflexions dans le souci de rechercher des recettes idoines pour aboutir à un football national moderne, compétitif, fiable, crédible, rentable et durable.

Le National Foot n'attire plus

Représentant le chef de l'État, Ali Bongo, parrain de cette session, le Premier ministre, Rose Christiane OSSOUKA RAPONDA, a laissé entendre que « le football représente beaucoup pour le peuple gabonais ». « Il est facteur indéniable d'insertion et de réinsertion sociale. Il contribue aussi à un meilleur encadrement de la jeunesse et enfin un puissant vecteur de cohésion sociale, d'harmonie, de paix et d'unité nationale », a-t-elle dit, quand le ministre des Sports, Franck NGUEMA, faisait remarquer qu'« outre les infrastructures sportives construites à l'occasion des deux CAN que notre pays a abritées en 2012 et en 2017, le football national a bénéficié depuis 2011, sur décision du président de la République, chef de l'État, de financements conséquents en vue de sa professionnalisation ». Plusieurs dizaines de milliards de francs CFA y ont été injectés sans résultats palpables.

Ce qui a fait dire au président de la Fegafoot, Pierre Alain MOUNGUENGUI, que « le National Foot n'attire plus, les sponsors se font toujours attendre, les recettes des matches sont quasiment insignifiantes, les clubs sont prématurément éliminés sur le plan continental et l'épanouissement socio-économique des acteurs du football se fait toujours attendre ».

Réformer en profondeur la D1 et D2

Avec ce constat amer, il était donc question de mener une réflexion pour la réforme, en profondeur, des championnats de D1 et de D2 en particulier, et du football gabonais en général. Les personnes ressources ont, de ce fait, planché sur plusieurs thématiques dont le modèle économique adapté au contexte national, les statuts et compétitions de D1 et D2, le financement des clubs et partenariat public-privé, la politique de formation, la bonne gouvernance, la promotion du football féminin, le cahier de charge des clubs, la reconversion des sportifs, les textes législatifs et réglementaires, le suivi médical des athlètes et la lutte contre le dopage.



Au terme des travaux dirigés par le sénateur Adrien NKOGHE ESSINGONE, l'essentiel repose sur l'application de loi n°33/2020 du 22 mars 2021 portant orientation de la politique nationale du sport et de l'éducation physique en République gabonaise. En effet, des recommandations fortes ont été faites à l'exemple de la création de la ligue nationale de football féminin ; de la mise en conformité du championnat professionnel de football, ses organes et ses acteurs avec cette loi 0033/2020; de la mise en place des structures de formation, de l'accélération de la transformation des associations sportives en sociétés à objet sportif pour améliorer le spectacle sportif ; du respect du cahier de charges par les clubs et surtout de l'application, autant par l'État que par les acteurs du sport-roi, de toutes ces recommandations.

Ces recommandations mettent l'accent sur revalorisation du football féminin national, avec la mise en place prochaine de la ligue nationale de football féminin (LNFF). Ceci d'autant plus que si les femmes pratiquent le football au Gabon depuis les années 80, il n'en reste pas moins qu'elles sont reléguées aux arrières-plans. Elles ne sont pas valorisées comme leurs collègues masculins. Les assises ont donc donné l'occasion de dresser une nouvelle voie pouvant leur permettant de mieux pratiquer leur sport, à défaut de bénéficier des mêmes avantages que les hommes.

À travers la formalisation d'une ligue professionnelle, elles pourront pratiquer ce sport dans un environnement assaini, modernisé et valorisé.

Beau spectacle sportif : Objectif à réaliser, produit à livrer

« L'expression clé de cette réforme du National Football est le spectacle sportif », a fait savoir Franck NGUEMA, qui insiste sur le fait que « lorsque toutes les parties prenantes du championnat national de football professionnel prendront conscience que c'est le beau spectacle sportif qui est l'objectif à réaliser, qui est le produit à livrer chaque weekend aux fans de football pour générer des ressources substantielles pour alimenter toutes la chaîne de valeur, alors comme un enfant qui aura appris à marcher après plusieurs chutes, le national football prendra son envol, et ne se souciera plus des subsides que l'État lui donne, quand il peut, en fonction de ses disponibilités liées à la conjoncture économique ».

Les propositions de solutions et recommandations formulées par les panélistes vont permettre de concevoir une feuille de route adaptée à la mise en place d'un championnat national de football compétitif, attractif et pérenne, à la hauteur des moyens et dans l'intérêt général. Le document final contenant les résolutions des travaux sera remis au gouvernement pour sa formalisation et sa mise en œuvre. ●

► CULTURE

SIR OKOSS

Je suis désormais un grand dans cette affaire.

Figure du slam gabonais, le rappeur et poète Sir OKOSS fait partie de ceux qui maintiennent le cap. Vingt ans après le début de sa carrière artistique, le jeune artiste poursuit désormais sa carrière en indépendant et œuvre également à la promotion des cultures urbaines, notamment à travers l'organisation des «Playoffs du Slam», un concours d'art oratoire qui est à sa 3e édition cette année. « Le seigneur des hautes scènes » s'est confié à ENOROMI MAGAZINE.

ENOROMI MAGAZINE

Quelle est l'actualité de Sir OKOSS ?

Sir OKOSS

L'actualité de sir OKOSS est la préparation de son 2e projet solo intitulé « Nfefe Mot 2 ». Je prends énormément de temps sur ce dernier depuis plusieurs années parce que je suis désormais mon propre producteur et je me donne l'opportunité d'essayer des choses sur plusieurs courants musicaux. Il y a également la création de mon label associatif « Corps 2 Garde » dont les activités seront axées sur mes domaines de prédilections : l'art & le social. Pour cela je m'entoure d'une équipe dont un bureau exécutif et des membres afin de poursuivre une vision bien déterminée.

Il y'a plus récemment la 3e édition des Playoffs du Slam avec Urban FM. Le Slam, la poésie est mon premier amour, il me fallait revenir avec cette compétition pour l'année 2021. C'est chose faite.

ENOROMI MAGAZINE

Sachant que la sortie du disque ne sera pas pour demain, pourriez-vous nous parler des Playoffs du Slam. De quoi s'agit-il ?

Sir OKOSS

«Les Playoffs du Slam» est une compétition de poésie urbaine réunissant 32 poètes, issus de diverses origines. L'idée a germé à la suite d'une discussion avec Didier DAFRESHMAN, le patron de la radio Urban FM, qui me rappelait qu'en tant qu'ancien poète, premier champion du Gabon de cette discipline et premier animateur d'une émission de Slam au Gabon, il fallait que je sois en mesure de mettre au point une plateforme exhibition destinée à offrir la possibilité aux jeunes et à d'autres artistes de la discipline de se faire connaître.

Je ne me suis pas fait prier et j'ai immédiatement commencé l'écriture des termes de références de ladite compétition. C'est ainsi que depuis 2018, je suis accompagné par la radio Urban FM sur cette compétition. La communauté des slameurs du Gabon a également été très enthousiaste. Le vainqueur de cette compétition porte le titre de :

Most Valuable Poet (MVP). Pour la présenter, j'ai fait appel à un poète émérite et plusieurs fois champion du Gabon, Slam Master No, avec qui nous formons le duo NOKOSS. «Les Playoffs du Slam» est aujourd'hui l'évènement du genre dans la sous-région à donner une récompense et un accompagnement annuel au gagnant.

ENOROMI MAGAZINE

Pourquoi un concours de slam ? Quels sont les objectifs que vous poursuivez ?

Sir OKOSS

Un concours de slam et de poésie parce que la discipline existe depuis 2004 au Gabon. Dans nos débuts, nous allions de quartier en quartier, puis dans des lycées et enfin à l'université pour promouvoir la discipline. Aussi, j'ai eu la possibilité de prendre part à de multiples colloques et de grands événements d'organismes internationaux pour échanger avec des personnalités de renom. C'est ainsi qu'étant passé par toutes ces étapes, il apparaît clairement que la poésie est un art communautaire qui aide à la prise de parole en public, et est au service de la liberté d'expression. À travers «Les Playoffs du Slam», nous faisons également la promotion de l'Oralité. Je puis me permettre de dire que la pratique de cet art est l'une des meilleures façons de nous faire dépositaires de notre héritage culturel dans lequel et pour lequel «la parole dit la réalité, conte l'imaginaire, célèbre l'idylle, mais surtout construit l'univers des possibles. Le poète apprend donc à parler et celui qui est dans l'auditoire apprend à se taire et à écouter. Cette mécanique est celle qui doit permettre le réveil de la vie et l'éclosion de l'amour ; elle doit susciter l'espoir et bâtir le futur. Tout débuta par la Parole et c'est elle que nous magnifions et célébrons dans cette compétition.

Dès lors, par ce tournoi, nous donnons la parole à des jeunes qui expriment leurs ressentis et éprouvent le besoin de déclamer leurs aspirations.

ENOROMI MAGAZINE

La 3e édition vient de s'achever, quelle est votre appréciation ?

Sir OKOSS

J'ai été très ravi de cette édition. Depuis l'étape des quarts de finale, nous nous sommes retrouvés avec 8 nouveaux poètes qui faisaient leur entrée (première participation) en tant que compétiteurs aux Playoffs du Slam. Nous nous retrouvons avec un nouveau MVP d'une nouvelle génération de poète de rue. Le niveau était très bien. Le travail est toujours de rigueur, car pour gagner ce genre de compétition, il n'y a pas de formule exacte sinon celle-ci : « pratiquer, pratiquer et encore pratiquer ». Je ne peux qu'être heureux et fier d'avoir une nouvelle fois réussi à organiser ce concours sans grandes difficultés avec l'aide de nos partenaires Urban FM, le Luxor Lounge, Street 103 et Corps 2 Garde.

ENOROMI MAGAZINE

Qu'est-ce qui peut marquer la différence entre les éditions précédentes et celle de 2021 ?

Sir OKOSS

L'édition 2021 des Playoffs du Slam est particulière parce qu'il consacre le retour de la compétition après une pause de un an (2020) due à la pandémie de la Covid-19. Nous posions aussi nos bagages du côté du Luxor Lounge, le nouveau partenaire et lieu qui a abrité la compétition pour cette année. Ce fut comme reprendre tout à zéro tant il nous fallait trouver nos marques et poser nos esprits. Dans le déroulé, le format de cette édition était le même que ceux de 2018 et 2019. La touche spéciale de cette année était la très forte participation de la nouvelle scène. Des oratrices et orateurs de grand talent tous autant qu'ils étaient.

C'est impressionnant de voir le grand nombre de jeunes qui pratiquent désormais la poésie libre ou dite de rue avec autant de différences et de styles. Il est certain que le pays dispose d'un important vivier de poètes urbains.

Le MVP a remporté une somme de 500 000 FCFA et un an de suivi, tant qu'on pourra le faire et selon un calendrier bien établi, de sa carrière. Car pour nous, un slameur est avant tout un

artiste. Il importe aussi de lui offrir un accompagnement multiforme pendant douze mois pour soit lancer sa carrière, soit de mieux la poursuivre.

ENOROMI MAGAZINE

Plus personnellement, près de vingt ans après le début de votre carrière qu'est-ce qui a changé dans votre manière de déclamer votre slam ?

Sir OKOSS

L'acquisition de la maturité, je pense. Cet art est mon premier amour. Au point où, même lorsqu'on pense que je fais du rap, je ne fais que de la poésie sur un beat hip-hop. Je crois que c'est certainement la raison pour laquelle je ne tombe pas dans les travers de ce que font les rappeurs aujourd'hui sur la toile. Je ne trouve pas ça intéressant, ni utile. J'ai pris du temps à accepter que je suis désormais un « Grand » dans cette affaire. Il est temps de mettre de la lumière sur les autres, de construire des ponts et non des murs. C'est tout le sens que je donne aujourd'hui à ma pratique du Slam.

ENOROMI MAGAZINE

Votre message à la jeune génération de slameurs.

Sir OKOSS

Mon message est simple : « Lisez beaucoup, apprenez tout, ne laissez rien vous échapper. Faites cet effort considérable et compliqué, qui est de sortir de ce paradigme que le Gabon nous impose à travers ses politiques, ses dogmes, etc. Créez un monde en vous et considérez que l'univers dans son entièreté et vous ne faites qu'UN. Appelez au visible les choses invisibles, écrivez beaucoup et déclamez vos textes, pour qu'à jamais vive le Slam ! Laissons le Dieu qui est en nous se manifester dans sa lumière et son amour infini. » ●

► DÉCOUVERTE

Le Musée des arts et traditions du Gabon

Un outil touristique à explorer.

Sis au centre-ville, dans le 3^e arrondissement de la commune de Libreville, le Musée des arts et traditions du Gabon est un éden touristique qui retrace l'histoire des peuples, leur culture et fait une sorte d'inventaire du patrimoine culturel du Gabon. D'une superficie de 4 057m², cet espace est à n'en point douter un outil touristique à explorer. .

Cadre idéal pour se reconnecter avec notre histoire

Établissement jouissant de toutes les commodités modernes et renvoyant à l'univers ancestral de notre pays, le

Musée des arts et traditions du Gabon est ouvert à tous les publics. Et ce à un montant jugé « dérisoire » pour ce qu'il donne à voir. Il faut se le dire, c'est le lieu idoine où sont rassemblées et classées des collections d'objets à connotation historique, technique, scientifique et artistique.

On voyage le temps d'une visite guidée par un personnel qualifié au sein de ce joyau architectural. Pour des questions sécuritaires, les animaux propres au Gabon, tel le perroquet gris, sont substitués et symbolisés par des sculptures soigneusement positionnées sur les 4 057m², qui constituent son aire totale.

À la découverte de notre patrimoine matériel et immatériel

Au-delà de l'infrastructure qui est un savant alliage du passé et du présent, le Musée des arts et traditions du Gabon a un répertoire d'une incommensurabilité garantie. Les adeptes de vestiges y sont servis. Et pour cause, on peut y contempler de somptueux masques, des pierres précieuses découvertes dans nos mines ainsi que des biens naturels et mixtes du Gabon.

L'État gabonais a également pris le soin d'implanter des portraits d'an-



ciens chefs de l'État rappelés à nos aïeux. Un hommage solennel de la patrie à ces illustres personnages. Donc rien d'étonnant à ce que dès la porte centrale décorée de symboles clés de la nation, vert-jaune-bleu, au corps de garde au toit de paille, la découverte se transforme rapidement en une expérience indélébile pour le visiteur.

Du joyau architectural à la botanique

Pour conserver la saveur paradisiaque qui lui sied comme un gant, le Musée des arts et traditions du Gabon est doté d'un jardin botanique où sont plantées d'innombrables essences végétales du terroir. Que

dire de la mise en place d'un pont en lianes tressées. Une aubaine pour les visiteurs originaires du Haut-Ogooué ou qui y ont été. Tant le décor nous replonge sur le pont de POUBARA.

De part et d'autre, des arbustes ont été érigés ainsi que des palmiers propres au terroir. De quoi renforcer la qualité de l'air et rappeler la splendide forêt équatoriale à laquelle notre pays appartient.

Lutter contre l'oubli avec cet écrin d'art et de savoirs

Cerise sur le gâteau, l'aménagement d'une bibliothèque qui se veut être un outil d'éveil de conscience. Où

sont méticuleusement rangés des ouvrages de RAPONDA Walker et des manuscrits vieux de centaines d'années d'hommes et de femmes qui ont fait les premières heures de notre territoire.

Ce temple du savoir est une opportunité pour les plus jeunes d'aller à la rencontre des outils du néolithique du Gabon, des ancêtres marqués par des créations uniques dont quelques répliques y sont exposées. Outre ce qui précède, la visite au « Musée des arts et traditions du Gabon » est assurément un rendez-vous à prendre pour en apprendre sur soi et sur notre environnement immédiat. Alors, n'hésitez pas ! ●

Lyonel MBENG

ZOOM SUR ...



Âgé de 26 ans, Jonathan Wesley NDOUME ENDAME est un passionné de graphisme et d'art visuel. C'est assez tôt que, découvrant sa sensibilité artistique, ce jeune compatriote a fait le choix pour le moins risqué d'abandonner l'enseignement général au profit du graphisme dont il est devenu au fil du temps un des meilleurs au Gabon. Parents à dos, avenir incertain, pays non réceptif à ce nouveau corps de métier, la carrière de Jonathan ne s'est pas faite sans obstacle. Aujourd'hui pourtant, le studio graphique NERVAKEZ MOTION est en passe de devenir une référence afroartistique dans la zone francophone après deux ans d'existence seulement.

ENOROMI MAGAZINE

Graphiste, vidéaste, photographe... en plus d'exercer divers métiers artistiques, vous avez un profil et un parcours plutôt atypiques, ce qui n'est pas pour nous déplaire. Qu'est-ce que vous faites le mieux parmi ces différentes casquettes, selon vous ?

Jonathan NDOUME

Je ne saurais pas dire dans lequel de ces domaines je suis meilleur, car je suis une sorte de couteau suisse. Malheureusement, à cause du contexte lié à la pandémie de coronavirus qui prévaut depuis 2020, je n'ai pas vraiment usé de mon talent de photographe et de vidéaste ces temps-ci. J'ai passé 80% de mes journées devant mon ordinateur à créer des concepts visuels, des chartes graphiques et plusieurs campagnes publicitaires.

ENOROMI MAGAZINE

Le marché de l'audiovisuel suscite de plus en plus d'attrait depuis quelque temps, au point que certains le représentent comme une sorte d'eldorado pour ceux qui savent manier un appareil photo ou utiliser quelques logiciels graphiques. Qu'est-ce qui vous démarque de cette nouvelle cohue ?

Jonathan NDOUME

Premièrement, mon expérience. Je suis certes jeune, mais cette année, j'ai 10 ans dans le domaine de l'audiovisuel. J'ai travaillé au sein des agences réputées pour leur sérieux au Gabon. Deuxièmement, ma créativité. Je déborde d'inspiration, et cela même lorsque je suis surchargée de commandes. J'aime toujours avoir du temps pour laisser parler ma créativité pour mes projets personnels.

La plupart du temps, je crée des concepts visuels grâce auxquels j'ai eu l'honneur d'être publié par des médias internationaux, sans oublier des passages sur des chaînes de télévision gabonaises, alors que je vis désormais à l'étranger. Des concepts comme «We Are Africa», «Black Lives Matter» ou encore «Amazon» m'ont valu bien des éloges, et je dirai que ce sont des œuvres dont je suis particulièrement fier.

ENOROMI MAGAZINE

Lorsque nous nous intéressons de plus près à votre travail, il nous apparaît que vous faites beaucoup de collaborations avec vos confrères. Quel en est le but ?

Jonathan NDOUME

Je vais du principe que « seul, on va vite, ensemble on va plus loin ». Il est vrai que je suis de nature solitaire, mais mon but premier n'est pas d'avancer seul, j'aimerais qu'on dise : « Les artistes de l'audiovisuel gabonais ont du talent. » Et non : « Le petit Gabonais là est brillant. » J'espère me faire comprendre à travers ces deux illustrations. À cela, j'ajoute que, certes nous sommes concurrents, mais cela n'empêche pas que nous pouvons briller ensemble.

Récemment, j'ai collaboré avec le photographe Nass TAHIR et la rédactrice du studio NERVAKEZ MOTION, Aude Sharys. Il s'est notamment agi de travailler sur la première édition de La semaine du cinéma organisée au Cameroun. Ce fut une fierté d'avancer main dans la main et de pouvoir dire : « Ce sont des Gabonais qui l'ont fait ». À proprement parler, c'est une fierté d'entendre des personnes de l'extérieur dire que les Gabonais font du bon travail.

ENOROMI MAGAZINE

En temps de crise, votre studio a-t-il pu garder le cap ? Étant donné que votre travail est digital, avez-vous rencontré des difficultés à rentabiliser votre entreprise ?

Jonathan NDOUME

Je dirai oui. Vous imaginez sans doute que quand tout est confiné, il n'y a pas d'événement. Or, pas d'événement, donc pas de communication. Alors, oui, ça a été un peu difficile au début. D'autant que ce fut brusque, et j'ai toute une équipe derrière moi. Il fallait pourtant faire rentrer de l'argent pour que chacun ait son salaire.

Heureusement, en 2021, la lumière est revenue et avec la réouverture dans certains pays tels que le Sénégal, le Congo et le Cameroun, j'ai très vite pu remonter la pente. Ce n'est facile pour personne durant la Covid-19, on se bat autant qu'on peut et chacun avec ses armes.

ENOROMI MAGAZINE

Que répondez-vous à ceux qui jugent élevés les tarifs que vous pratiquez ? Un exemple : certains de vos concurrents facturent à 5 000 FCFA la conception des flyers à diffuser sur Internet, tandis que chez vous les prix vont au-delà. Comment l'expliquez-vous ?

Jonathan NDOUME

Au début, cette remarque me faisait toujours sortir de mes gonds, mais avec du recul j'ai appris à y répondre calmement. Dans mes prix, j'intègre le concept de qualité, d'originalité de disponibilité, ajouter à cela mon expérience. Par exemple, la plupart de mes images et même de polices que j'utilise pour les clients, je les achète pour que mes créations soient uniques.

Comme je l'ai dit précédemment, je totalise cette année 10 ans d'expérience,

et à mon sens, ce n'est pas négligeable. Je sais anticiper les attentes du client, lui porter conseil et j'exerce également à ses côtés en tant que directeur artistique. Chacun est donc libre d'apprécier mes prestations. Mais je sais ce que vaut mon travail et je ne me solderai pas pour quelques remarques négatives. Entre autres, j'ai adapté mes offres en temps de pandémie, de sorte à créer des Packs



Entrepreneur à partir de 300 euros, ce qui est largement abordable pour une entreprise qui se veut professionnelle.

ENOROMI MAGAZINE

Quelles sont vos attentes et quels objectifs visez-vous pour les cinq prochaines années ?

Jonathan NDOUME

Je suis d'ores et déjà un passionné de comics. J'ai toujours souhaité créer un univers cinématographique africain avec des personnages tirés de nos civilisations et coutumes. Sur ma page Facebook ou Behance, vous pouvez voir le genre de super héros que j'aimerais créer dans un film. Mon objectif est de travailler avec le studio Marvel. Afin de créer un univers comme celui de Black Panther, mais à la sauce NERVAKEZ. Je sais que c'est réalisable et dans les coulisses, plusieurs choses se préparent déjà. ●

Propos recueillis par
Aude SHARYS

INTERNATIONAL RELANCE ÉCONOMIQUE EN AFRIQUE

Comment mobiliser de nouvelles ressources de financement ?

Les stratégies de reprise économique en vue de sortir de la crise du Covid-19 se multiplient sur le continent africain. Or, les faibles économies africaines rendent difficile l'accès à des sources de financement souvent à des taux prohibitifs. Le Fonds monétaire internationale (FMI) a décidé de lancer une émission recors de droits de tirage spéciaux dont une partie sera destinée à l'Afrique. Mais quelles en seront les contreparties ?

Un continent en quête de capitaux pour relancer son économie

À l'instar de nombreux pays à travers tous les continents, l'Afrique a également été fortement impactée par les effets pervers des politiques de lutte contre la pandémie de la Covid19. Selon le Fonds Monétaire internationale, l'Afrique a connu sa première récession après 25 années de croissance continue, son PIB s'étant contracté de 2.1% en 2020.

Pour pallier les mesures économiques et sociales dévastatrices qu'elle a dû appliquer pour lutter contre la Covid-19, les États africains ont été contraints de mettre en œuvre des mesures d'urgence pour limiter les impacts sociaux de la crise : mesures d'aides sociales aux familles démunies, moratoires fiscaux, soutien aux liquidités des entreprises à travers des crédits garantis par l'État, etc. Toutes ces mesures ont en raison de leurs coûts, entraîné une hausse de la dette publique qui s'est traduite par des difficultés à pouvoir à obtenir de nouveaux capitaux dans les marchés financiers pour certains pays.

La dette de l'Afrique avait pourtant fortement baissé dans les années 90 à la suite de l'initiative du FMI et de la Banque mondiale en faveur des pays pauvres et très endettés (PPTE). Malheureusement, entre 2006 et 2019, elle a été multipliée par trois, passant de 100 à 309 milliards de dollars. Selon le FMI, les pays d'Afrique subsaharienne pourraient se trouver face à un déficit de financement de 290 milliards de dollars d'ici 2023.

À ces difficultés se sont encore ajoutées celles liées à l'approvisionnement en vaccins contre la Covid-19. En effet, faute de moyens pour vacciner leurs populations, les pays du continent africain se sont tournés vers des initiatives telles que COVAX ou AVATT pour obtenir des vaccins.

Ces initiatives ont permis par le biais de la solidarité internationale d'obtenir près d'un milliard de doses. Mais cela reste encore loin du compte, car il faudrait 5 fois plus pour vacciner les 5 milliards qui peuplent les pays à revenus intermédiaires et les pays pauvres.

Pour relancer rapidement leurs économies déjà très affectées, les pays africains devraient avoir besoin de près de 285 milliards de dollars de financements supplémentaires, toujours selon le FMI, pour la période 2021-2025. Sans action collective, le financement et les objectifs du Programme de développement durable à l'horizon 2030 et de l'Agenda 2063 de l'Union africaine seront compromis.

Création d'un « New deale » pour le continent africain.

C'est le souhait formulé par les puissances du G7 pour aider les pays africains à relancer leurs économies. Basé sur le principe du « New Deale » de Franklin D. ROOSEVELT, il s'agit d'une aide massive à destination du continent africain. En effet, à l'inverse, les pays riches et développés peuvent mettre en œuvre des mécanismes budgétaires et monétaires pour relancer leurs économies. En outre, ils peuvent massivement attirer des capitaux sur les marchés financiers à des taux d'intérêt négatifs. Pour la seule année 2020, les seuls pays riches et industrialisés ont su mobiliser près de 16 000 milliards de dollars grâce à ces divers leviers selon l'organisation Oxfam.

Cette démarche des pays du G7 vise en réalité à répondre à la démarche de « la nouvelle route de la soie » lancée par les autorités chinoises depuis quelques années. C'est ainsi que lors du sommet organisé par la France le 18 mai 2021 sur le financement des

économies africaines, des bailleurs de fonds publics (FMI, Banque Mondiale (BM), Agence française de développement (AFD), BERD, etc.) et privés (Club de Paris, de Londres, de Washington, etc.) se sont penchés sur les moyens de mise en œuvre d'un financement des économies qui soit à la hauteur des besoins réels du continent.

Les Droits de tirage spéciaux (DTS)

Pour permettre de mobiliser des ressources financières d'un niveau jamais atteint, les pays occidentaux souhaiteraient pouvoir mobiliser pas moins de 100 milliards de dollars pour aider les pays défavorisés qui se trouvent majoritairement en Afrique, en réorientant notamment une partie de la nouvelle émission par le Fonds monétaire international (FMI) de 650 milliards de dollars de droits de tirage spéciaux (DTS).

Le DTS est un droit à un prêt du FMI attribué à une banque centrale. Elle vise à compléter les réserves de change officielles de ses États membres, sa valeur reposant sur un panier de 5 monnaies à savoir : le dollar (USA),

l'euro (Europe), le yuan (Chine), le yen (Japon) et la livre sterling (Royaume-Uni). Depuis sa création en 1969, plus de 204,4 milliards de DTS ont été alloués aux pays membres, selon l'institution de Bretton Woods. Ils peuvent donc être utiles pour fournir des liquidités aux États membres et compléter leurs réserves de change officielles. Par contre, le DTS n'est pas une monnaie et ne constitue pas non plus une créance sur le FMI.

Le DTS qui peut être échangé contre une monnaie constitue plutôt une créance potentielle sur celle-ci selon le site officiel de l'institution internationale.

Le DTS, une pratique sans danger pour États africains ?

En utilisant les possibilités qu'offre le DTS, les pays africains vont pouvoir bénéficier d'une manne financière supplémentaire qui viendra les aider à combler les déficits budgétaires créés par les multiples plans de relance économique mis en œuvre ces derniers mois. Pour cette année 2021





et afin de soutenir les économies en raison de la crise sanitaire, des DTS d'une valeur globale de 650 milliards de dollars vont être tirés par le FMI.

Or, même si le DTS ne constitue pas une créance pour le FMI, il pourrait cependant devenir un moyen pour la puissante institution d'avoir un droit de regard sur les politiques monétaires édictées par les banques centrales africaines. En effet, en échangeant le DTS contre de l'argent, le pays membre qui en a fait usage va ouvrir une créance pour le FMI sur sa propre monnaie. Il ne sera plus possible pour le pays en question de mener une politique monétaire de façon libre et indépendante. Or, l'histoire a montré que l'interventionnisme du FMI ne porte pas toujours les fruits escomptés et se paie généralement au prix fort pour les économies.

L'on se rappelle le cas de la Grèce en 2010 qui, face à la grave crise de la dette, avait consenti à d'importants sacrifices financiers notamment sur

le plan social. En outre, les Politiques d'ajustement structurel (PAS) mises en place par cette même institution en échange de prêts financiers avaient conduit à de nombreux plans de privatisations en Afrique subsaharienne dans les années 2000 avec pour conséquence une aggravation de la pauvreté et de la précarité ainsi que celui de leur niveau d'endettement.

Relancer d'urgence l'Aide publique au développement

Le financement des politiques de relance économique doit passer par d'autres canaux que l'utilisation massive de DTS dont les effets ne feraient que créer un nouveau cycle d'endette-

ment pour les pays d'Afrique. D'autres moyens qui existent ont même déjà fait leurs preuves parmi lesquels les Aides publiques au développement (APD). Malheureusement, en raison de la crise sanitaire, les APD ont également été revues à la baisse. En effet, selon l'Organisation de coopération et de développement (OCDE), les APD à destination de l'Afrique ont diminué de 1% en 2020.

Malgré la faiblesse du volume qu'ils représentent (moins de 1% des 16 000 milliards de dollars empruntés par les pays riches en 2020), les APD sont un réel coup de pouce au développement pour les pays pauvres principalement africains, car elles présentent plus d'avantages que d'inconvénients sur le plan économique. On constate toutefois qu'il s'agit d'un mécanisme qui reste peu apprécié des pays les plus riches de la planète pour aider ceux qui en ont le plus besoin. ●

Jean Paul Augé OLLOMO

Conditions d'éligibilité



SOTRADER

SOCIÉTÉ DE TRANSFORMATION AGRICOLE ET DÉVELOPPEMENT RURAL



Nationalité

Etre de nationalité Gabonaise, avoir la majorité légale et vivre sur Libreville.



Situation Economique

Gabonais économiquement faible (GEF)



Caractère

Etre ambitieux et avoir le goût du challenge.



Délai d'inscription

du 11 Juin au 18 Juin 2021 à l'ANPI GABON.



Un kiosque une famille



INVEST IN GABON

AGENCE NATIONALE DE PROMOTION DES INVESTISSEMENTS



SCG-Ré



“
La SCG-Ré
au service
des cédantes
Africaines.
”

- 📍 2080, Boulevard de l'Indépendance
Immeuble du Bord de Mer / 1er étage / Palier gauche
- ✉ B.P. : 6757 Libreville Gabon Email : infos@scg-re.ga
- ☎ Tél. : (+241) 011 74 80 80 - 011 74 80 81 - 011 74 80 83
011 74 80 84 - 011 74 80 85 Fax : (+241) 011 74 80 82
- 🌐 Site web : <https://scg-re.ga>  SCG-Ré

